

Conditions générales
Edition 01.02.2013

Five in One

Information au preneur d'assurance	5
A. Responsabilité	8
A1 Objet de l'assurance	8
A2 Prestations de la Vaudoise	8
A3 Franchise par sinistre	9
A4 Validité territoriale et dans le temps	9
A5 Personnes assurées	9
A6 Objets confiés, loués, pris en leasing ou travaillés	10
A7 Chargement et déchargement	10
A8 Perte d'usage	11
A9 Locaux loués	11
A10 Responsabilité civile (RC) du maître d'ouvrage	12
A11 Avis de rappel	12
A12 Constatation ou élimination de défauts et de dommages	13
A13 Atteintes à l'environnement	13
A14 Véhicules automobiles	14
A15 Cyclomoteurs soumis à l'obligation d'assurance	14
A16 Utilisation d'appareils à laser pour les métiers du bâtiment	15
A17 Particularités pour les métiers du bâtiment	15
A18 Particularités pour la branche hôtelière	17
A19 Suppression d'un état de fait dangereux	17
A20 Exclusions générales	17
B. Inventaire	20
B1 Choses assurées	20
B2 Lieu d'assurance	20
B3 Incendie	20
B4 Dommages naturels	21
B5 Vol avec effraction et détournement	22
B6 Dégâts d'eaux	22
B7 Bris de glaces	23
B8 Pertes d'exploitation	24
B9 Frais résultant d'un dommage assuré	26
B10 Prestations complémentaires	27
B11 Valeurs pécuniaires assurées	28
B12 Troubles civils et actes de malveillance	29
B13 Ecoulement de masses en fusion	29
B14 Collision de véhicules	29
B15 Effondrement de bâtiments	30
B16 Exclusions générales	30
B17 Prestations assurées	30
B18 Franchise	31
B19 Fixation de l'indemnité	31
B20 Sous-assurance	31
C. Bureautique	32
C1 Choses et frais assurés	32
C2 Risques assurés	32
C3 Prestations de la Vaudoise	33
C4 Franchise	33
C5 Obligations du preneur d'assurance	33
C6 Exclusions	33
D. Transport	35
D1 Objets assurés	35
D2 Risques assurés	35
D3 Transport assuré	35
D4 Validité territoriale	35

D5	Définitions des valeurs	36
D6	Clauses particulières	36
D7	Calcul du dommage	38
D8	Droits de recours	39
D9	Franchise	39
D10	Exclusions	39
D11	Comportements fautifs	40
E. Juridique		41
E1	Personnes assurées	41
E2	Validité territoriale	41
E3	Objet de l'assurance	41
E4	Exclusions	42
E5	Personnes assurées	43
E6	Véhicules assurés	44
E7	Validité territoriale	44
E8	Objet de l'assurance	44
E9	Exclusions	44
E10	Prestations assurées	45
E11	Réduction des prestations	46
E12	Délai de carence	46
E13	Valeur litigieuse maximale	46
E14	Somme d'assurance	46
E15	Franchise	47
E16	Réalisation du sinistre	47
E17	Obligations	47
E18	Règlement du sinistre	47
E19	Divergences d'opinion	48
F. Généralités		49
F1	Entrée en vigueur du contrat	49
F2	Durée du contrat	49
F3	Primes	49
F4	Déclaration annuelle	49
F5	Rabais de combinaison	50
F6	Obligations contractuelles	50
F7	Changement de propriétaire	51
F8	Obligations en cas de sinistres	51
F9	Règlement des sinistres	52
F10	Résiliation en cas de sinistre	52
F11	Prescription	52
F12	Juridiction compétente	53
F13	Sanctions économiques, commerciales et financières	53
F14	Communications	53
F15	Droit applicable	53

Information au preneur d'assurance

Introduction		La présente information renseigne le preneur d'assurance de manière claire et succincte sur l'identité de l'assureur et sur les principaux éléments du contrat d'assurance, ainsi que l'exige l'art. 3 de la Loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA).
Information au preneur d'assurance	1. Identité de l'assureur	L'assureur est la VAUDOISE GÉNÉRALE, Compagnie d'Assurances SA, ci-après appelée Vaudoise. La Vaudoise est une société anonyme de droit suisse. Son siège social se trouve à l'avenue de Cour 41, 1007 Lausanne.
	2. Droits et obligations des parties	Les droits et obligations des parties découlent de la proposition ou de l'offre, de la police, des conditions contractuelles ainsi que des lois en vigueur, notamment de la LCA. Après l'acceptation de la proposition ou de l'offre, une police est remise au preneur d'assurance. Son contenu correspond à la proposition ou à l'offre.
	3. Couverture d'assurance et montant de la prime	La proposition ou l'offre, la police et les conditions contractuelles précisent les risques assurés ainsi que l'étendue de la couverture d'assurance. De même, la proposition ou l'offre ainsi que la police contiennent toutes les données relatives à la prime ainsi qu'aux taxes éventuelles. En cas de paiement fractionné, un supplément peut être perçu.
	4. Droit au remboursement de la prime	La prime n'est due que jusqu'à la fin du contrat lorsque celui-ci est résilié ou prend fin avant son échéance. L'intégralité de la prime est toutefois due dans les éventualités suivantes: • le preneur d'assurance résilie le contrat d'assurance à la suite d'un dommage dans l'année (365 jours) qui suit la conclusion du contrat; • le contrat devient nul et non avenu à la suite de la disparition du risque, la Vaudoise ayant été amenée à verser des prestations.
	5. Obligations du preneur d'assurance	La liste ci-dessous mentionne les obligations les plus courantes du preneur d'assurance: • modification du risque: si un fait important subit des modifications pendant la durée de l'assurance, entraînant une aggravation du risque, le preneur d'assurance doit en avertir la Vaudoise immédiatement par écrit; • établissement des faits: le preneur d'assurance doit collaborer: • aux investigations relatives au contrat d'assurance, notamment en ce qui concerne des réticences, des aggravations du risque, des examens de prestations, etc.; • à l'établissement de la preuve du dommage. Sauf en cas de nécessité, il ne doit prendre aucune mesure concernant le dommage sans l'accord de la Vaudoise. Il doit fournir à la Vaudoise tous les renseignements et documents pertinents, les requérir auprès de tiers à l'intention de la Vaudoise et autoriser les tiers par écrit à remettre à la Vaudoise les informations, documents, etc. correspondants. En outre, la Vaudoise a le droit de procéder à ses propres investigations; • survenance du sinistre: l'événement assuré doit être annoncé immédiatement à la Vaudoise. D'autres obligations résultent des conditions contractuelles ainsi que de la LCA.
	6. Début de la couverture d'assurance	L'assurance prend effet le jour indiqué dans la proposition ou l'offre, resp. dans la police. Si une attestation d'assurance ou de couverture provisoire a été délivrée, la Vaudoise accorde, jusqu'à la délivrance de la police, une couverture d'assurance dans les limites prévues par la lettre de couverture provisoire, voire par la loi.

7. Résiliation du contrat par le preneur d'assurance

Le preneur d'assurance peut mettre fin au contrat par résiliation dans les situations suivantes:

- au plus tard 3 mois avant l'échéance du contrat ou, s'il en a été convenu ainsi, 3 mois avant la fin de l'année d'assurance. La résiliation est considérée comme intervenue à temps si elle parvient à la Vaudoise au plus tard le jour qui précède le début du délai de 3 mois. Si le contrat n'est pas résilié, il est renouvelé tacitement d'année en année. Les contrats limités dans le temps, sans clause de prolongation, prennent fin le jour indiqué dans la proposition ou l'offre, resp. dans la police;
- après chaque événement assuré pour lequel une prestation est due, mais au plus tard 14 jours après avoir eu connaissance du paiement par la Vaudoise. Dans ce cas, la responsabilité de la Vaudoise cesse 14 jours après réception de la résiliation par la Vaudoise;
- en cas de modification des primes par la Vaudoise. Dans ce cas, la résiliation doit parvenir à la Vaudoise au plus tard le dernier jour de l'année d'assurance;
- si la Vaudoise ne remplit pas son devoir d'information légale selon l'art. 3 LCA. Ce droit de résiliation s'éteint 4 semaines après que le preneur d'assurance a eu connaissance de cette violation, mais au plus tard un an après la contravention.

Cette liste ne mentionne que les possibilités les plus courantes de résiliation du contrat par le preneur d'assurance. D'autres possibilités résultent des conditions contractuelles ainsi que de la LCA.

8. Résiliation du contrat par la Vaudoise

La Vaudoise peut mettre fin au contrat par résiliation dans les situations suivantes:

- au plus tard 3 mois avant l'échéance du contrat ou, s'il en a été convenu ainsi, 3 mois avant la fin de l'année d'assurance. La résiliation est considérée comme intervenue à temps si elle parvient au preneur d'assurance au plus tard le jour qui précède le début du délai de 3 mois. Si le contrat n'est pas résilié, il est renouvelé tacitement d'année en année. Les contrats limités dans le temps, sans clause de prolongation, prennent fin le jour indiqué dans la proposition ou l'offre, resp. dans la police;
- après chaque événement assuré pour lequel une prestation est due, si le contrat est résilié au plus tard lors du paiement de l'indemnité. Dans ce cas, la responsabilité de la Vaudoise cesse 14 jours après la notification de la résiliation au preneur d'assurance;
- à moins qu'elle n'ait renoncé à l'exercice de ce droit, dans les 4 semaines dès la connaissance de la réticence, si le preneur d'assurance a omis de déclarer ou a inexactement déclaré un fait important qu'il connaissait ou devait connaître et sur lequel il a été questionné par écrit. La résiliation prend effet lorsqu'elle parvient au preneur d'assurance.

La Vaudoise a droit au remboursement des prestations accordées pour des sinistres dont la survenance et/ou l'étendue ont été influencées par l'objet de la réticence. Le droit de la Vaudoise audit remboursement se prescrit par un an à compter du jour où les conditions de la réticence ont été établies et, dans tous les cas, par 10 ans dès la naissance de ce droit.

La Vaudoise peut se départir du contrat dans les situations suivantes:

- si le preneur d'assurance a été sommé de payer une prime en souffrance et que la Vaudoise a par la suite renoncé à engager des poursuites relatives à ce paiement;
- en cas d'escroquerie à l'assurance.

Cette liste ne mentionne que les situations les plus courantes dans lesquelles la Vaudoise peut mettre fin au contrat. D'autres possibilités résultent des conditions contractuelles ainsi que de la LCA.

9. Changement de propriétaire

Si l'objet du contrat d'assurance change de propriétaire, le contrat prend fin à la date de la mutation.

1. Principe

La Vaudoise traite des données provenant des documents contractuels ou issues de la gestion du contrat. Elle les utilise en particulier pour la détermination de la prime, pour l'appréciation du risque, pour le traitement de cas d'assurance, pour les évaluations statistiques ainsi qu'à des fins de marketing. Les données sont conservées sous forme physique ou électronique. Dans la mesure nécessaire, la Vaudoise peut transmettre ces

Faillite du preneur d'assurance	2. Renseignements 1. Principe	données pour traitement aux tiers participant au contrat en Suisse et à l'étranger, en particulier aux coassureurs et aux réassureurs. La Vaudoise est en outre autorisée à requérir tous les renseignements pertinents auprès des autorités ou des tiers, en particulier en ce qui concerne l'évolution des sinistres. Cette autorisation est valable indépendamment de la conclusion du contrat. Le preneur d'assurance a le droit de demander à la Vaudoise les renseignements prévus par la loi relatifs au traitement des données qui le concernent. L'autorisation portant sur le traitement des données peut être révoquée à tout moment. En cas de faillite du preneur d'assurance, le contrat prend fin à la date de l'ouverture de la faillite.
---------------------------------	---	--

A. Responsabilité

A1 Objet de l'assurance	1. Principe	L'assurance couvre la responsabilité civile (RC) légale de l'entreprise désignée dans la police en relation avec l'activité assurée découlant des risques: • installations (risque que représentent les bâtiments, biens-fonds et installations utilisés par l'entreprise); • exploitation (risque créé par l'activité de l'entreprise); • produits (risque en relation avec des produits mis sur le marché par l'entreprise).
	Sont couverts	• Les lésions corporelles (mort, blessures ou autres atteintes à la santé de personnes); • les dégâts matériels (destruction, détérioration ou perte de choses). L'atteinte à la fonctionnalité d'une chose sans qu'il y ait d'atteinte à sa substance ne constitue pas un dégât matériel; • mort, blessures ou autres atteintes à la santé des animaux de même que leur perte sont assimilées aux dégâts matériels; • les dommages économiques (dommages appréciables en argent) consécutifs à des lésions corporelles assurées, ou à des dégâts matériels assurés causés à un lésé; • les frais de prévention (frais incombant à une personne assurée en raison de mesures appropriées prises pour écarter un danger lorsqu'à la suite d'un événement imprévu la survenance d'un dommage assuré est imminente). Les mesures de prévention de sinistres assurées sont assimilées à un dommage. D'autre part, selon les dispositions spécifiques: • les frais relatifs aux avis de rappel; • la perte d'usage; • les frais pour constatation ou élimination de défauts et de dommages; • les dommages économiques non consécutifs à des lésions corporelles ou à des dégâts matériels assurés dus à un incident de construction; • les lésions corporelles et les dommages matériels en rapport avec des atteintes à l'environnement.
	2. Propriétaire, locataire, fermier	L'assurance couvre la RC découlant de la propriété individuelle ou de la location de: • biens-fonds; • immeubles; • locaux; • installations; qui servent, même partiellement, à l'entreprise assurée.
A2 Prestations de la Vaudoise	1. Principe	En cas d'événement assuré: • paiement d'indemnités dues en cas de prétentions justifiées; • défense des assurés contre les prétentions injustifiées; • représentation des personnes assurées.
	2. Frais couverts	• Frais d'expertise; • frais d'avocats; • frais de justice; • dépens alloués à la partie adverse; • frais de prévention assurés.
	3. Garantie unique	La somme d'assurance est une garantie unique pour l'ensemble des dommages survenus au cours d'une même année d'assurance. Elle n'est payée au maximum qu'une fois pour l'ensemble des prétentions pour lésions corporelles, dégâts matériels découlant d'un ou plusieurs dommages survenus au cours d'une même année d'assurance et pour les frais de prévention de dommages engagés au cours de cette même période. L'ensemble des prestations versées au titre du présent contrat sont prises en considération pour cette limite. Les frais sont payés prioritairement.
	Domage en série	L'ensemble des prétentions dues à la même cause (par ex. plusieurs dommages qui procèdent d'un même défaut, tels qu'une erreur dans la conception, la construction, la

		production ou les instructions ou d'un même effet anormal d'un produit ou d'une substance, ou du même acte, resp. de la même omission) est considéré comme un seul et même dommage (dommage en série). Le nombre de lésés, de demandeurs ou d'ayants droit est sans importance.
A3 Franchise par sinistre	1. Dégâts matériels	En l'absence d'autres dispositions contractuelles, l'assuré supporte la franchise convenue. La franchise s'applique également aux frais: • de prévention de dommages; • de défense contre les prétentions injustifiées.
	2. Lésions corporelles	Aucune franchise n'est applicable.
A4 Validité territoriale et dans le temps	1. Principe	L'assurance est valable pour les dommages qui surviennent, dans le monde entier à l'exclusion des USA et du Canada, pendant la durée du contrat et qui sont annoncés à la Vaudoise au plus tard dans le délai de 60 mois à compter de la fin du contrat. Est considéré comme moment de la survenance du dommage celui où un dommage est constaté pour la première fois. Une lésion corporelle est censée être survenue, en cas de doute, au moment où le lésé consulte pour la première fois un médecin au sujet des symptômes relatifs à l'atteinte à la santé, même si le lien de causalité n'est établi qu'ultérieurement. Pour les frais de prévention de dommages, c'est le moment où l'imminence d'un dommage est constatée pour la première fois qui est considérée comme date de survenance. En cas de dommage en série selon l'art. A2 al. 4, tous les dommages sont censés être survenus au moment où le premier de ces dommages selon l'al. 2 ci-dessus est survenu. Si le premier dommage d'une série survient avant le début du contrat, toutes les prétentions issues de cette série sont exclues de la couverture d'assurance. La responsabilité pour des dommages causés avant le début du contrat est assurée si la personne assurée prouve que, de bonne foi, elle n'avait pas connaissance, lors de la conclusion du contrat, d'un acte ou d'une omission susceptible d'engager sa responsabilité. Il en va de même pour les dommages en série selon l'art. A2 al. 4, si un dommage appartenant à la série est causé avant le début du contrat. Si les dommages au sens de l'alinéa précédent sont couverts par une éventuelle assurance antérieure, une couverture portant sur la différence de sommes est accordée par le présent contrat dans le cadre de ses dispositions (assurance complémentaire). Les prestations de l'assurance antérieure priment et viennent en déduction de la somme d'assurance du présent contrat. Si une modification de l'étendue de la couverture intervient pendant la durée du contrat (y compris la modification de la franchise), l'al. 2 ci-dessus s'applique par analogie. Pour les dommages provenant d'un dommage en série selon l'al. 4 de l'art. A2, survenant après la fin du contrat, la couverture est accordée pendant une période maximale de 60 mois après la fin du contrat si le premier de ces dommages est survenu pendant la durée du contrat. Les prestations et leurs limitations sont fondées sur les dispositions du contrat d'assurance (y compris celles concernant la somme d'assurance et la franchise) qui étaient en vigueur au moment de la survenance du dommage selon al. 2 et 3.
A5 Personnes assurées	1. Preneur d'assurance	L'assurance couvre la RC des personnes suivantes dans le cadre de l'accomplissement de leur activité pour l'entreprise assurée: Le preneur d'assurance en tant qu'exploitant de l'entreprise. Si le preneur d'assurance: • est une société de personnes; • est une communauté de propriétaires en main commune; • a conclu l'assurance pour le compte de tiers; les associés, les membres de la communauté ou les autres personnes au bénéfice de l'assurance ont les mêmes droits et obligations que le preneur d'assurance.

A6 Objets confiés, loués, pris en leasing ou travaillés

2. Représentants

- Les représentants du preneur d'assurance;
- les personnes chargées de la direction ou de la surveillance de l'entreprise.

3. Travailleurs et auxiliaires

Les travailleurs et autres auxiliaires du preneur d'assurance.

Exclusions

- *Les entrepreneurs et hommes de métier indépendants auxquels le preneur d'assurance a recours, tels que les sous-traitants, etc.* Demeurent couvertes les prétentions émises à l'encontre de l'assuré résultant de dommages causés par de telles entreprises ou hommes de métier;
- *les recours exercés par des tiers contre les travailleurs et autres auxiliaires.*

4. Propriétaire de bien-fonds

Le propriétaire du bien-fonds, lorsque le preneur d'assurance n'est propriétaire que de l'immeuble, et non du bien-fonds (droit de superficie).

1. Principe

L'assurance comprend également la RC légale d'un assuré pour les dommages à des objets confiés, loués, pris en leasing ou sur lesquels il exerce une activité directe (objets travaillés).

2. Exclusions

Dommages:

- *à des objets assurés contre les dégâts matériels (assurance de choses, branches techniques ou autres);*
- *pouvant être assurés contre les risques prévus par l'un des modules du présent contrat;*
- *à des véhicules terrestres ou nautiques ou à des aéronefs.* Les dommages aux cycles (sans les autres véhicules assimilés à ces derniers) sont cependant assurés;
- *à des objets de valeur, à des papiers-valeurs, à des documents, à des plans, à des livrets d'épargne, à des métaux précieux bruts, à des monnaies, à des médailles, à des pierres précieuses et à des perles non montées;*
- *à des choses par un travail en série exécuté sur elles dans un atelier.* Est considéré comme travail en série une activité répétitive et standardisée sur plus de 10 choses identiques;
- *économiques et pertes de revenu consécutifs à un dommage matériel.*

3. Clés et/ou badges confiés

En dérogation partielle aux exclusions mentionnées ci-dessus, la couverture s'étend, en cas de perte de clés et/ou badges confiés et concernant les immeubles, locaux et installations qui servent à l'activité de l'entreprise assurée, également aux frais de modification ou de remplacement des serrures et des clés qui s'y rapportent et/ou des systèmes de fermeture électronique et des badges qui s'y rapportent.

4. Choses immobilières

Lors de travaux à des choses immobilières, les parties adjacentes se trouvant dans la zone même de l'activité sont également considérées comme objets travaillés.

En cas de reprise en sous-œuvre, d'un recoupage inférieur ou de travaux touchant des éléments stabilisateurs ou porteurs, l'ouvrage existant est considéré dans son ensemble comme un objet travaillé.

5. Somme d'assurance

La garantie est limitée à CHF 50'000.– par sinistre.

6. Franchise

Le preneur d'assurance supporte une franchise de 10% du dommage, mais au minimum CHF 500.–.

A7 Chargement et déchargement

1. Principe

L'assurance comprend également les dommages causés:

- *à des véhicules terrestres et nautiques, superstructures et semi-remorques comprises, par le chargement et le déchargement de colis (soit les choses qui sont chargées ou déchargées à la pièce, telles que machines, appareils, éléments de construction, palettes et récipients de toutes sortes);*

A8 Perte d'usage	2. Exclusions	- à des véhicules-citernes ou -silos par le remplissage ou le vidage de produits solides ou liquides. <i>Les prétentions pour les dommages causés:</i> - à des aéronefs; - au matériel roulant des chemins de fer; - à des véhicules terrestres et nautiques: - qu'une personne assurée a empruntés, loués ou pris en leasing; - par le chargement et le déchargement de marchandises en vrac (soit les choses non compactes qui sont chargées ou déchargées sans emballage, telles que céréales, sable, gravier, pierres, blocs de roche, charbon, vieux fer, matériaux de démolition et d'excavation, déchets) à l'exception des dommages causés à des véhicules-citernes ou silos; - par excès de remplissage ou de charge. <i>Les dommages:</i> - à des objets assurés contre les dégâts matériels (assurance de choses, branches techniques ou autres); - pouvant être assurés contre les risques prévus par l'un des modules du présent contrat.
	1. Principe	Si les choses fabriquées, livrées ou travaillées par un assuré ou par un tiers mandaté par lui, ont été endommagées ou détruites de façon soudaine et inattendue, la couverture comprend la RC légale pour les pertes de revenu et autres dommages économiques résultant de l'impossibilité totale ou partielle d'utiliser d'autres choses demeurées intactes, pour autant que les conditions ci-dessous soient remplies:
	Conditions de couverture	- l'assuré ou un tiers mandaté par lui n'a ni fabriqué, ni livré les choses demeurées intactes, ni exécuté de travaux sur celles-ci; - la détérioration ou la destruction trouve sa cause dans la fabrication, la livraison, la transformation de choses ou l'exécution de travaux par l'assuré ou par un tiers mandaté par lui; - la détérioration ou la destruction est survenue seulement après le contrôle, la réception et la mise en exploitation des choses ou des travaux que l'assuré ou un tiers mandaté par lui, a fabriqués, livrés, travaillés ou exécutés.
	2. Dommages assimilés	Les pertes de revenu et autres dommages économiques mentionnés ci-dessus sont assimilés à des dégâts matériels.
	3. Somme d'assurance	La garantie est limitée à CHF 50'000.– par sinistre.
	4. Franchise	Le preneur d'assurance supporte une franchise de 10% du dommage, mais au minimum CHF 500.–.
A9 Locaux loués	1. Principe	L'assurance comprend également les prétentions pour les dommages: - à des biens-fonds, immeubles et locaux loués ou pris en leasing, qui servent à l'entreprise assurée; - à des parties d'immeubles et à des locaux, utilisés en commun avec d'autres locataires, preneurs de leasing ou avec le propriétaire.
	2. Installations	Sont couverts également les dommages: - à des installations de chauffage et d'alimentation en eau chaude; - à des escaliers roulants, ascenseurs et monte-charge; - à des installations climatiques, d'aération et sanitaires; utilisés en commun.
	3. Dommages dont l'auteur est inconnu	La couverture est limitée à la part du dommage dont le preneur d'assurance répond en vertu du contrat de location ou de leasing.

A10 RC du maître d'ouvrage	4. Exclusions	Les prétentions pour: • des dommages à des objets assurés contre les dégâts matériels (assurance de choses, branches techniques ou autres); • des dommages pouvant être assurés contre les risques prévus par l'un des modules du présent contrat; • les dommages dus à l'action progressive de l'humidité et ceux survenant peu à peu ou résultant de l'usure; • les frais de remise en état d'une chose, lorsque celle-ci a été volontairement transformée par une personne assurée ou sur son initiative.
	1. Définition	Personne qui construit ou fait construire un ouvrage (par ex. un bâtiment) pour son propre compte.
	2. Principe	L'assurance couvre la RC du preneur d'assurance en tant que maître d'ouvrage en relation avec des ouvrages qui servent, même partiellement, à l'entreprise assurée en cas de: • lésions corporelles; • dégâts matériels aux choses mobilières.
	3. Dégâts matériels aux choses immobilières	L'assurance s'étend aux prétentions émises contre le preneur d'assurance pour l'endommagement de biens-fonds, immeubles et ouvrages de tiers par des travaux de démolition, terrassement, construction ou transformation.
	4. Conditions de couverture	• Coût total par objet ne dépassant pas CHF 1'000'000.-; • pas d'ouvrages de tiers contigus; • pente maximale 25%; • ouvrage non situé sur les rives d'un lac; • aucun travail de forage, battage et vibrage en vue d'une fondation sur pieux ou d'une enveloppe de la fouille; • aucun travail à l'explosif (les blocs erratiques ne sont pas pris en considération); • aucun abaissement de la nappe phréatique.
	Extension	Pour les objets dont le coût dépasse CHF 1'000'000.-, seule est assurée la responsabilité pour les dommages découlant d'une faute commise par un assuré dans l'établissement des plans, la direction, la conduite ou l'exécution des travaux.
	Exclusions	Les prétentions: • pour des dommages touchant le projet de construction lui-même, y compris le mobilier qu'il renferme, ou le bien-fonds qui en fait partie; • pour des dommages dus à la diminution du débit ou au tarissement d'une source; • pour des dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement dans la mesure où ils ne relèvent pas de la couverture selon les dispositions spécifiques; • en rapport avec des sites contaminés (par ex. matériaux d'excavation contaminés).
A11 Avis de rappel	1. Principe	Lorsqu'un produit défectueux est susceptible d'engendrer un dommage assuré, l'assurance couvre les frais nécessaires d'appels par le canal des mass media et par tout autre moyen de communication approprié.
	2. Somme d'assurance	La garantie est limitée à CHF 50'000.- par sinistre.
	3. Franchise	Le preneur d'assurance supporte une franchise de 10% du dommage, mais au minimum CHF 500.-.
	4. Exclusion	Tous les autres frais.

A12 Constatation ou élimination de défauts et de dommages	1. Principe	L'assurance couvre les prétentions émises par suite de la destruction, de la détérioration ou de démontage de choses rendues nécessaire par la constatation ou l'élimination de défauts ou de dommages, résultant: • de travaux exécutés par une personne assurée; ou • de matériel fabriqué ou livré par elle.
	2. Exclusions	• <i>Les dommages à des choses qu'une personne assurée ou un tiers agissant sur son ordre a livrées, fabriquées, montées ou posées;</i> • <i>les frais de dépose et de remise en place des objets qu'un assuré ou un tiers mandaté par lui a lui-même montés ou posés;</i> • <i>les frais de retrait du marché des produits livrés par l'assuré;</i> • <i>les prétentions se rapportant au démontage ou au montage de parties ou accessoires de véhicules terrestres, nautiques ou d'aéronefs;</i> • <i>les frais pour livraison ultérieure de choses exemptes de défaut;</i> • <i>les pertes de revenu et autres dommages économiques consécutifs.</i>
	3. Somme d'assurance	La garantie est limitée à CHF 50'000.– par sinistre.
	4. Franchise	Le preneur d'assurance supporte une franchise de 10% du dommage, mais au minimum CHF 500.–.
A13 Atteintes à l'environnement	1. Définition	Perturbation durable de l'état naturel: • de l'air; • des eaux (y compris les eaux souterraines); • du sol; • de la flore; • de la faune; par des immissions, lorsqu'à la suite de cette perturbation, il peut résulter ou il est résulté des effets dommageables ou autres à la santé de l'homme, aux biens matériels ou aux écosystèmes. Est également considéré comme atteinte à l'environnement un état de fait qui est désigné par le législateur comme «dommages à l'environnement».
	2. Conditions de couverture	Les lésions corporelles et les dégâts matériels en rapport avec une atteinte à l'environnement ne sont assurés que si cette atteinte est la conséquence d'un événement unique, soudain et imprévu et qui nécessite, en outre, des mesures immédiates, telles que l'annonce aux autorités compétentes, l'alarme à la population, l'adoption de mesures de prévention ou de mesures propres à restreindre le dommage.
	3. Exclusions	• <i>Le dommage à l'environnement proprement dit (dommage écologique);</i> • <i>les prétentions en rapport avec les sites contaminés;</i> • <i>les prétentions en relation avec la pollution graduelle (par ex. infiltration goutte à goutte et occasionnelle de substances dommageables dans le sol, écoulements répétés de substances liquides hors de récipients mobiles) y compris les mesures immédiates nécessaires;</i> • <i>les prétentions en rapport avec les atteintes à l'environnement causées par des installations de dépôt, de traitement, de transfert ou d'élimination de résidus, d'autres déchets ou de matériaux recyclables.</i> En revanche, la couverture est accordée pour des installations appartenant à l'entreprise et servant: • au dépôt de compost ou à l'entreposage intermédiaire de courte durée de résidus ou autres déchets; • à l'épuration ou au traitement préalable des eaux usées.

A14 Véhicules automobiles	4. Mesures à prendre par la personne assurée	La personne assurée est tenue de respecter les prescriptions fixées par la loi et les autorités concernant: • la production, le traitement, le ramassage, le dépôt, le nettoyage et l'élimination de substances dangereuses pour l'environnement; • l'entretien et la maintenance des installations utilisées pour les activités susmentionnées, y compris les dispositifs de sécurité et d'alarme.
	1. Couverture	L'assurance couvre la RC comme détenteur ou résultant de l'utilisation de véhicules automobiles conformément à la Loi sur la circulation routière pour lesquels il n'existe ni permis de circulation, ni plaques de contrôle, ou lorsque ces dernières sont déposées depuis plus de 6 mois auprès de l'autorité compétente.
	Voitures automobiles de travail	Si les plaques de contrôle de voitures automobiles de travail ont été déposées, l'assurance comprend la RC résultant de l'utilisation de ces véhicules jusqu'à la reprise des plaques, mais pendant 6 mois au plus à partir du dépôt. Durant le dépôt, la couverture est limitée aux dommages qui se produisent sur des voies fermées à la circulation publique.
	Obligation d'assurance	<i>En cas de sinistre pour lequel il existe une obligation d'assurance au sens de la législation, sont exclues les prétentions:</i> • du détenteur pour dégâts matériels causés par des personnes pour lesquelles il est responsable selon cette loi; • pour dégâts matériels du conjoint ou du partenaire enregistré du détenteur, de ses ascendants et descendants en ligne directe, ainsi que de ses frères et sœurs vivant en ménage commun avec lui; • pour les dommages causés aux véhicules utilisés et aux remorques ainsi qu'aux autres choses transportées par ces véhicules, à l'exclusion des objets que le lésé transportait avec lui, notamment ses affaires de voyage et autres choses semblables.
	Exclusion	La RC en relation avec les véhicules utilisés pour des courses non autorisées par l'autorité ou illicites aux termes de la législation.
	Dispositions légales	Au surplus, les dispositions de la législation suisse sur la circulation routière s'appliquent dans la mesure où elles sont impératives.
A15 Cyclomoteurs soumis à l'obligation d'assurance	2. Exclusions	La RC: • comme détenteur et/ou résultant de l'utilisation d'autres véhicules automobiles, soumis à la législation suisse sur la circulation routière, que ceux cités sous «Couverture» en page 14 et des remorques ou véhicules tirés par eux; • des personnes dont le détenteur répond en vertu de la législation suisse sur la circulation routière; <i>lorsque le dommage a été causé par:</i> • l'emploi d'un tel véhicule; • un accident de circulation occasionné par un tel véhicule, alors qu'il n'est pas à l'emploi; • le fait d'apporter de l'aide lors d'un accident survenu à un tel véhicule; • le fait de monter dans un tel véhicule ou d'en descendre, d'en ouvrir ou fermer les portes, le capot, le toit ouvrant ou le coffre, ainsi que d'atteler ou de dételé la remorque ou le véhicule remorqué. La RC pour les remorques dételées au sens de l'art. 2 de l'Ordonnance sur l'assurance des véhicules.
	1. Couverture	L'assurance couvre la RC résultant de l'utilisation de cyclomoteurs soumis à l'obligation d'assurance, pour autant qu'il s'agisse de déplacements effectués pour l'entreprise assurée.
	Exclusion	Les courses effectuées sur le chemin pour se rendre au travail ou en revenant.

	2. Somme d'assurance	La couverture est limitée à la part de l'indemnité qui excède la somme d'assurance sur la base de laquelle le signe distinctif ou la plaque de contrôle a été délivré. Cette limitation tombe lorsque de tels véhicules sont utilisés conformément à la législation sur la circulation routière sans signe distinctif ou plaque de contrôle. Il n'y a aucune couverture d'assurance, si une assurance RC prescrite par la loi ou une décision de l'autorité n'a pas été conclue.
	3. Exclusions	<i>Les prétentions pour les dommages causés:</i> • au véhicule utilisé; • à la remorque; • aux choses transportées. <i>L'assurance ne couvre pas la RC en rapport avec les véhicules utilisés pour des courses non autorisées par l'autorité ou illicites aux termes de la législation.</i> <i>En cas de sinistre pour lequel il existe une obligation d'assurance au sens de la législation suisse sur la circulation routière, sont exclues:</i> • les prétentions pour dégâts matériels du conjoint ou du partenaire enregistré du détenteur, de ses ascendants et descendants en ligne directe, ainsi que de ses frères et sœurs vivant en ménage commun avec lui; • les prétentions pour lésions corporelles ou mort de passagers transportés en contravention des dispositions légales; • les prétentions pour l'endommagement ou la destruction du cycle utilisé ou des choses transportées.
	4. Dispositions légales	Au surplus, les dispositions de la législation suisse sur la circulation routière s'appliquent dans la mesure où elles sont impératives.
	1. Principe	L'assurance s'étend à la RC pour les dommages dus à l'utilisation d'appareils et d'installations à laser des catégories 1-3, et résultant de l'effet des rayons laser.
A16 Utilisation d'appareils à laser pour les métiers du bâtiment	2. Obligations	Le preneur d'assurance est tenu: • de respecter strictement les directives de la Commission fédérale de coordination pour la sécurité du travail (CFST) concernant les radiations laser ainsi que le mode d'emploi des appareils; • d'instruire en conséquence, avant l'emploi des appareils, le personnel les utilisant.
	3. Rappels	L'art. F6 «Obligations contractuelles» reste applicable.
	4. Exclusion	<i>Les prétentions résultant de dommages dus à l'utilisation d'autres appareils à laser.</i>
A17 Particularités pour les métiers du bâtiment	1. Entrepreneur général ou total	L'assurance comprend également la RC du preneur d'assurance en qualité d'entrepreneur général ou d'entrepreneur total.
	Définition	Le preneur d'assurance est considéré comme: • entrepreneur général, lorsqu'un maître d'ouvrage lui confie sur la base d'un projet existant l'exécution complète d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage; • entrepreneur total, lorsqu'un maître d'ouvrage lui confie en même temps l'exécution complète des plans et de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.
	Conditions de couverture	La couverture en tant qu'entrepreneur général ou entrepreneur total est subordonnée au fait que le preneur d'assurance conclut en son propre nom et pour son propre compte les contrats relatifs aux travaux qu'il fait exécuter par des tiers (architectes, ingénieurs, entrepreneurs, artisans, etc.).

	Exclusion	<i>Les prétentions pour dommages et défauts atteignant les ouvrages édifiés par le preneur d'assurance en qualité d'entrepreneur général ou d'entrepreneur total.</i>
	2. Consortium	L'assurance s'étend également à la RC en cas d'exécution de travaux par une communauté de travail dont le preneur d'assurance fait partie. Les dispositions des conventions d'association selon lesquelles le preneur d'assurance serait solidairement responsable vis-à-vis du maître de l'ouvrage et des tiers n'engagent pas la Vaudoise.
	Subsidiarité	Si le preneur d'assurance participe à une communauté de travail, pour laquelle une assurance RC séparée a été conclue, la couverture prévue par le présent contrat est supprimée.
	Exclusions	<i>Les prétentions:</i> • <i>de la communauté elle-même;</i> • <i>pour des dommages atteignant la personne d'un membre de la communauté ou des choses appartenant à ce membre.</i>
	3. Contrats avec les entreprises de télécommunications	En cas de prétentions issues de dommages à des installations de télécommunications souterraines d'une entreprise de télécommunications concessionnaire en Suisse, fondées sur un contrat conclu entre cette entreprise et le preneur d'assurance, la Vaudoise renonce à faire valoir les limitations ou exclusions prévues sous l'article «Objets confiés, loués, pris en leasing ou travaillés», à la condition toutefois que l'entreprise de télécommunications l'ait expressément exigé. Aucune sous-limite de somme d'assurance n'est applicable.
	4. Dommages économiques	L'assurance comprend la RC légale en cas de dommage économique, non consécutif à une lésion corporelle assurée, ou à un dégât matériel assuré causé à un lésé, résultant d'un incident de construction imprévu et soudain.
	Exclusions	<i>Les prétentions:</i> • <i>du fait de dommages en rapport avec des atteintes à l'environnement;</i> • <i>du maître de l'ouvrage, des autres entreprises ou personnes concernées par la réalisation des travaux, et des fournisseurs ;</i> • <i>pour causes d'immissions (bruits, ébranlements, poussières, eaux polluées, odeurs, etc.);</i> • <i>les peines conventionnelles;</i> • <i>les frais de retrait de produits.</i>
	Somme d'assurance	La garantie est limitée à CHF 50'000.– par sinistre.
	Franchise	Le preneur d'assurance supporte une franchise de 10% du dommage, mais au minimum CHF 500.–.
	5. Obligations du preneur d'assurance	Le preneur d'assurance est tenu de veiller à l'observation des directives et prescriptions des autorités et de la SUVA ainsi que des règles généralement reconnues en matière de construction. Avant le début de travaux dans le sol (tel que travaux de fouille, de terrassement, de percement, de plantation de pilotis, de compression), le preneur d'assurance consultera les plans auprès des offices compétents et se renseignera sur l'emplacement exact des conduites souterraines. Cette obligation est toutefois supprimée si les indications nécessaires ont été fournies au preneur d'assurance par les ingénieurs ou architectes participant aux travaux, ou par la direction de ceux-ci.

A18 Particularités pour la branche hôte-lière	6. Limitation de la somme d'assurance	Si plusieurs dégâts matériels se produisent sur un seul et même chantier par suite d'affaissements, d'éboulements ou d'ébranlements de terrain, de modifications du régime des eaux souterraines, d'explosions, de reprises en sous-œuvre, de recoupage inférieur ou de plantation de pilotis, les prestations de la Vaudoise pour l'ensemble de ces dommages ne peuvent excéder la garantie prévue dans la police.
	7. Franchise spéciale	En cas de dommages matériels (ainsi que tous ceux en résultant): • à des ouvrages voisins repris en sous-œuvre ou faisant l'objet d'un recoupage inférieur; • à des conduites souterraines à la suite de travaux dans le sol; le preneur d'assurance supporte une franchise de 10% du dommage, mais au minimum CHF 500.–.
	1. Principe	L'assurance comprend la RC selon les art. 487 à 490 CO du fait de: • la destruction; • la détérioration; • la soustraction; • la perte; des effets apportés par les voyageurs qui logent chez le preneur d'assurance bien qu'aucune faute ne lui soit imputable.
	2. Somme d'assurance	La garantie est limitée à CHF 1'000.– par voyageur.
	3. Véhicules automobiles des hôtes	L'assurance comprend la RC d'un assuré pour des dommages causés à un véhicule confié par un hôte lors de l'utilisation d'un véhicule confié par un autre hôte.
	Renonciation au recours	La Vaudoise renonce à recourir contre l'assurance RC du détenteur du véhicule utilisé.
	Exclusion	<i>Les dommages au véhicule utilisé.</i>
	4. Objet de prix, sommes d'argent et papiers-valeurs	Le preneur d'assurance a l'obligation d'enfermer les choses reçues en dépôt dans un coffre-fort et d'en établir un inventaire écrit conservé séparément.
	Exclusion	<i>Aucune couverture n'est accordée lorsque le dépôt a été refusé par le preneur d'assurance.</i>
	1. Obligation du preneur d'assurance	Les personnes assurées sont tenues d'éliminer à leurs frais et dans un délai convenable tout état de fait dangereux pouvant causer un dommage ou dont la Vaudoise a demandé la suppression.
A19 Suppression d'un état de fait dangereux		
A20 Exclusions générales	1. Preneur d'assurance	• Les prétentions du preneur d'assurance; • les prétentions pour les lésions corporelles subies par le preneur d'assurance (par ex. perte de soutien).
	2. Personnes faisant ménage commun	<i>Les prétentions des personnes faisant ménage commun avec l'assuré responsable.</i>
	3. Crime et délit	<i>La RC de l'auteur pour les dommages occasionnés lors d'un crime ou d'un délit intentionnel.</i>
	4. RC contractuelle	<i>Les prétentions fondées sur une RC contractuelle excédant les prescriptions légales.</i>

5. Obligation d'assurance	Les prétentions dérivant de l'inexécution d'obligations d'assurances légales ou contractuelles.
6. Dommages prévisibles	La RC pour des dommages dont: • le preneur d'assurance; • son représentant; • les personnes chargées de la direction ou de la surveillance de l'entreprise; devaient clairement s'attendre à ce qu'ils se produisent. La RC pour des dommages dont on a implicitement accepté la survenance en choisissant une certaine méthode de travail afin de diminuer les frais ou d'accélérer les travaux.
7. Licences, plans et autres	La RC résultant de la remise à titre onéreux ou gracieux, à des tiers: • de brevets; • de licences; • de résultats de recherches; • d'études; • de formules; • de recettes; • de software ou de données informatiques. N'est pas considérée comme remise de software, la livraison de choses, dans lesquelles est incorporé un système de commande par software; • de plans et dessins de construction, de fabrication ou d'ouvrages.
8. Installations nucléaires	La RC pour des dommages nucléaires au sens de la législation suisse sur la RC en matière d'énergie nucléaire et les frais y relatifs.
9. Aéronefs et bateaux	La RC du fait: • de la détention et/ou de l'utilisation d'aéronefs de tout genre; • de la détention et/ou de l'utilisation de bateaux; pour lesquels le détenteur a en Suisse l'obligation légale de conclure une assurance RC, resp. de fournir des garanties, ou qui sont immatriculés à l'étranger.
10. Travailleurs loués à des tiers	La RC des travailleurs occupés par un tiers en vertu d'un contrat de location de personnel conclu avec le preneur d'assurance, pour les dommages causés aux choses de ce tiers.
11. Résidus et déchets	La RC pour les dommages qui sont causés à des installations de dépôt, de traitement ou d'élimination de résidus ou autres déchets par les matières qui y sont apportées. Cette disposition ne s'applique pas aux prétentions concernant les dommages aux installations d'épuration et de traitement préalable des eaux usées.
12. Software	Les prétentions pour l'endommagement (par ex. altération, effacement ou mise hors d'usage) de software ou de données informatiques, à moins qu'il soit la conséquence d'un dommage assuré aux supports de données.
13. Voies ferrées	Les prétentions du fait de la présence et de l'exploitation de voies ferrées de raccordement.
14. Transport par câble	Les prétentions du fait de la présence et de l'exploitation d'installations de transport par câbles de tout genre et de ski-lifts, servant au transport de personnes (membres de l'entreprise ou tiers).
15. Radiations	Les prétentions résultant de dommages dus à l'influence de radiations ionisantes.

16. Exécution du contrat

Les prétentions:

- en exécution d'un contrat;
- en garantie pour cause d'exécution imparfaite ou d'inexécution des prestations contractuellement dues par l'assuré, y compris les dommages économiques consécutifs.

17. Frais de prévention

- Les frais de prévention dus à des événements causés par des véhicules à moteur, bateaux et aéronefs ainsi que par leurs pièces ou accessoires;
- les frais engagés en raison de chute de neige ou de formation de glace;
- les frais occasionnés par la constatation de fuites, de perturbations de fonctionnement et des causes du dommage, la vidange et le remplissage d'installations, récipients et conduites ainsi que les frais occasionnés par leurs réparations ou leurs transformations (par ex. frais d'assainissement);
- les frais de prévention en relation avec des dommages nucléaires au sens de la législation suisse sur la RC en matière d'énergie nucléaire;
- les frais pour remédier à un état de fait dangereux;
- les frais de retrait de produits;
- les mesures préventives qui font partie de la bonne exécution du contrat, comme l'élimination de défauts ou de dommages atteignant des choses fabriquées ou livrées ou des travaux effectués.

18. Amiante

Les prétentions en rapport avec l'amiante.

19. Organismes génétiquement modifiés

La responsabilité pour des dommages dus à l'utilisation:

- d'organismes génétiquement modifiés ou de produits qui leur sont assimilés, en raison de la modification du matériel génétique;
- d'organismes pathogènes, en raison de leurs propriétés pathogènes;

à condition que l'entreprise assurée soit soumise à déclaration ou à autorisation au sens de la législation suisse pour ce type d'utilisation, ou qu'elle y serait soumise si l'utilisation qu'elle en fait à l'étranger avait lieu en Suisse.

Est également exclue de la couverture d'assurance la responsabilité pour des dommages dus à la production ou à la commercialisation d'aliments pour animaux ou de compléments alimentaires pour animaux contenant des organismes génétiquement modifiés.

B. Inventaire

B1 Choses assurées	1. Biens meubles appartenant au preneur d'assurance	Les biens meubles désignés dans la police tels que: • marchandises: • marchandises ou produits fabriqués, achetés et en dépôt; • installations: • installations d'exploitation, machines, outils de travail; • meubles et choses semblables, mobilier et appareils de bureaux; • matériel informatique y compris logiciels électroniques brevetés; • véhicules et remorques de l'entreprise qui ne doivent pas être immatriculés et qui ne sont pas destinés à la vente, les cyclomoteurs; • constructions mobilières (par ex.: aménagements et agencements intérieurs des locaux, baraques).
	2. Biens meubles appartenant à des tiers	La propriété de tiers. Les effets des hôtes logeant dans un hôtel ou dans un établissement similaire sont assurés conformément aux dispositions spécifiques.
	3. Dommages assurés	L'assurance indemnise les dommages résultant de la destruction, de la détérioration ou de la disparition de choses assurées.
B2 Lieu d'assurance	1. Principe	L'assurance s'étend aux emplacements désignés dans la police.
	2. Périmètre de l'entreprise	Pour l'assurance incendie/dommages naturels, l'assurance s'étend également au périmètre qui fait partie de l'entreprise.
	3. Libre circulation	La libre circulation existe entre les différents lieux d'assurances.
B3 Incendie	1. Définition de l'incendie	Les dommages dus: • à l'incendie; • à la fumée (action soudaine et accidentelle, à l'exclusion de l'effet graduel de la fumée); • aux roussissements et aux choses assurées exposées à un feu utilitaire ou à la chaleur (y compris le contenu des fumoirs); l'indemnité est limitée à CHF 5'000.-; • à la foudre; • aux explosions; • aux implosions; • à la chute ou à l'atterrissage forcé d'aéronefs, de véhicules spatiaux, ou de parties qui s'en détachent; • les dommages causés par les fuites d'installations d'extinction automatiques, telles que Sprinkler, installation déluge et installations d'extinction à gaz. Sont considérés comme tels, la destruction ou la détérioration de choses assurées par les agents d'extinction s'étant écoulés d'une façon soudaine, imprévisible et accidentelle hors de l'installation d'extinction. Font parties des installations d'extinction, les buses, les conduites de distribution, les récipients contenant les agents d'extinction, les installations de pompes, ainsi que toutes les armatures et conduites d'adduction servant uniquement au fonctionnement de l'installation d'extinction.
	2. Exclusions	• Les dommages provenant du fait que les objets ont été exposés au feu ou à la chaleur; • les dommages causés à des machines, appareils, cordons et conduites électriques sous tension et dus à l'effet de l'énergie électrique elle-même, aux surtensions et à l'échauffement provoqué par une surcharge; • les dégâts résultant du fonctionnement normal des installations de protection électriques, tels que fusibles; • les dommages survenus par échauffement, fermentation ou altération interne, tels que ceux dus à l'échauffement de provisions; • les dommages à l'installation d'extinction automatique elle-même; • les dommages survenant lors d'essais de pression, de travaux de révision, de contrôle et de maintenance effectués à l'installation d'extinction.

B4 Dommages naturels	1. Définition des événements naturels	• Hautes eaux; • inondations; • tempêtes (= vent d'au moins 75 km/h); • grêle; • avalanches; • pression de la neige; • éboulements de rochers; • chutes de pierres; • glissements de terrains.
	2. Franchise	Le preneur d'assurance supporte 10% de l'indemnité, minimum CHF 2'500.–, mais au maximum CHF 50'000.–.
	3. Catastrophe	Conformément à la législation, l'indemnité peut être réduite à: • 25 millions par preneur d'assurance; • 1 milliard pour l'ensemble des prestations de toutes les compagnies.
	4. Limitations	Les dommages causés par les éléments naturels survenus à l'étranger sont limités à CHF 20'000.–.
	5. Ne sont pas considérés comme dommages naturels	• Les affaissements de terrain; • le mauvais état d'un terrain à bâtir; • une construction défectueuse; • l'entretien défectueux des bâtiments; • l'omission de mesures de défense; • les mouvements de terrain dus à des travaux de terrassement; • le glissement de la neige des toits; • les eaux souterraines; • la crue et le débordement de cours ou de nappes d'eau qui se répètent, selon les expériences faites, à plus ou moins longs intervalles; • les dommages dus aux tempêtes et à l'eau, survenant aux bateaux lorsqu'ils se trouvent sur l'eau; et sans égard à leur cause: • les dommages qui sont dus à l'eau de lacs artificiels ou d'autres installations hydrauliques; • les dommages dus au refoulement des eaux de la canalisation; • les dommages d'exploitation avec lesquels il faut compter au vu des expériences faites, tels que ceux qui surviennent lors de travaux de génie civil et en matière de bâtiments, lors de la construction de galeries, lors de l'extraction de pierres, de gravier, de sable ou d'argile.
	Exclusions	Les dommages causés: • aux constructions facilement transportables (telles que halles de fêtes et d'expositions, grandes tentes, carrousels, baraques de foire et boutiques foraines, structures gonflables et halles en éléments triangulés) ainsi qu'à leur contenu; • aux caravanes, mobilhomes, bateaux et aéronefs, y compris leurs accessoires; • aux véhicules à moteur en tant que dépôts de marchandises en plein air ou sous abri; • aux chemins de fer de montagne, funiculaires, téléphériques, téléskis, lignes électriques aériennes et pylônes (à l'exclusion du réseau local); • aux serres, aux vitrages et plantes de couche.
	6. Assurance externe (couverture spéciale pour les entreprises de la construction)	Les choses se trouvant sur des chantiers de construction sont également assurées jusqu'à concurrence de CHF 20'000.–. Pour cette garantie complémentaire, la franchise de 10% de l'indemnité, minimum CHF 2'500.–, mais au maximum CHF 50'000.– s'applique. La réduction de l'indemnité en cas de catastrophe n'est pas valable.

B5 Vol avec effraction et détournement	Définition du chantier de construction	Ensemble d'un terrain sur lequel se trouvent des valeurs mobilières ayant un rapport avec un ouvrage, que ce soit avant que les travaux aient commencé ou après que ceux-ci soient terminés.
	1. Effraction	Vol commis par des personnes qui s'introduisent par effraction: • dans un bâtiment (sont assimilés aux bâtiments les conteneurs fixes, utilisés comme bureaux, habitations ou locaux de travail, au lieu d'assurance); • dans un de ses locaux; seul le contenu de ces locaux est assuré; • ou y fracturent un meuble; seul le contenu de ce meuble est assuré.
	Détériorations	En cas de vol ou tentative de vol aux lieux d'assurance, seront également indemnisées dans le cadre de la somme d'assurance les détériorations au mobilier et au bâtiment.
	Preuve du dommage	Les dommages doivent être prouvés par des traces, par témoins ou d'une autre manière probante y compris lors de tentative de vol.
	2. Détournement	Vol commis par actes ou menaces de violence contre le preneur d'assurance, ses employés et les membres de sa famille faisant ménage commun avec lui, de même que tout vol commis à la faveur d'une incapacité de résister consécutive à un décès, évanouissement ou un accident.
	Exclusions	• Vol à la tire; • vol par ruse.
	3. Dommages assimilés	Le vol commis au moyen de clés régulières ou de codes, de cartes magnétiques et autres moyens similaires, en tant que l'auteur se les est appropriés à la suite d'un vol avec effraction ou d'un détournement.
B6 Dégâts d'eaux	4. Objets retrouvés	Pour les objets retrouvés ultérieurement, l'assuré doit rembourser l'indemnité payée (déduction faite d'un montant pour une moins-value éventuelle) ou les mettre à la disposition de la Vaudoise.
	5. Exclusion	<i>Les dommages causés par des personnes faisant ménage commun avec le preneur d'assurance ou qu'il avait engagées, pendant que les fonctions de ces dernières leur ont donné l'occasion d'accéder aux locaux d'assurance.</i>
	1. Conduites et autres	L'écoulement d'eau et d'autres liquides provenant de conduites, d'installations et appareils raccordés à ces mêmes conduites ainsi que matelas d'eau, aquariums et fontaines d'agrément à l'intérieur du bâtiment, au lieu d'assurance.
	2. Gel	L'assurance indemnise les frais résultant de la réparation et du dégellement de conduites d'eau et d'appareils qui leur sont raccordés, endommagés par le gel, qui ont été installés à l'intérieur du bâtiment par le preneur d'assurance en tant que locataire.
	3. Pluie et neige	Les eaux pluviales, la fonte de neige ou de glace lorsque l'eau a pénétré à l'intérieur du bâtiment par les tuyaux d'écoulement, par les chéneaux ou à travers le toit lui-même.
	Exclusions	<i>Les dégâts dus à l'infiltration d'eau par:</i> • des lucarnes ouvertes; • des ouvertures dans le toit lors des constructions nouvelles, lors de transformations ou d'autres travaux au bâtiment.

B7 Bris de glaces	4. Refoulement	Le refoulement des eaux claires et usées, à l'intérieur du bâtiment.
	5. Nappe phréatique	L'eau provenant des nappes phréatiques, à l'intérieur du bâtiment.
	6. Conteneurs et leur contenu	Les conteneurs et également les choses se trouvant dans ceux-ci, dans la mesure où ils sont utilisés comme local de travail (bureau), local de rangement des outils ou espace d'habitation et disposent de leur propre système d'amenée d'eau et/ou d'électricité ou sont équipés pour recevoir l'eau et/ou l'électricité, uniquement au lieu d'assurance.
	7. Chauffage	Les dommages à l'intérieur du bâtiment causés par l'huile ou d'autres liquides qui se sont écoulés hors d'installations de chauffage et de citernes desservant uniquement le bâtiment au lieu d'assurance.
	<i>Exclusion</i>	<i>Les dommages survenant lors du remplissage ou lors de travaux de révision.</i>
	8. Exclusions	<i>Les dommages causés par:</i> • des affaissements de terrain; • le mauvais état d'un terrain à bâtir; • une construction défectueuse; • l'entretien défectueux des bâtiments; • l'omission de mesures de défense; • par le refoulement pour lequel le propriétaire de la canalisation est responsable.
	1. Vitrages au bâtiment	Le bris de tout type de vitrage faisant partie de manière fixe des locaux utilisés par le preneur d'assurance.
	2. Vitrages au mobilier	Le bris de tout type de vitrage qui se trouve dans les locaux utilisés par le preneur d'assurance et qui concerne des biens meubles.
	3. Lavabos	Le bris des lavabos, éviers, cuvettes de WC et bidets, y compris les frais de montage avec les accessoires et les armatures nécessaires dans les locaux utilisés par le preneur d'assurance.
	<i>Exclusions</i>	• Les baignoires et les bacs de douche; • les dommages d'usure; • les dommages à l'équipement électrique et mécanique d'installations automatiques de WC (moteur, câble, etc.).
	4. Vitrages assimilés	• Plexiglas; • autres matières similaires; • vitrocéramique.
	5. Extensions	• Revêtements de façades et revêtements muraux; • tubes lumineux et tubes fluorescents (néons); • peintures, inscriptions, revêtements en feuillets et en vernis; • enseignes et lanternes réclames.
	6. Dommages consécutifs	Les dommages matériels consécutifs à un sinistre bris de glaces aux lieux d'assurance sont assurés.
	7. Exclusions	<i>Les dommages:</i>

B8 Pertes d'exploitation

		• résultant du déplacement, d'autres travaux aux vitrages ou à leurs encadrements; • survenus avant ou pendant que les vitrages assurés sont vissés, posés ou mis en place; • provenant de rayures, d'écaillage et d'éclats de soudure à la surface, au polissage ou à la peinture; • causés à l'argenterie; • dus à toute peinture appliquée en couches épaisses ou provoqués par des peintures sombres recouvrant les vitrages assurés; • résultant de l'emploi d'appareils produisant de la chaleur; • à des miroirs portatifs; • à la vaisselle en verre; • à des verres creux; • à des lampes de toutes sortes; • à des ampoules électriques; • à des vitrages en tant que marchandises; • à des collecteurs d'énergie solaire appartenant au propriétaire du bâtiment; • consécutifs à l'incendie et aux événements naturels.
1. Dommages assurés		La Vaudoise couvre les dommages causés par l'interruption totale ou partielle de l'exploitation que le preneur d'assurance subit temporairement par suite d'un dommage matériel assuré aux biens mobiliers ou au bâtiment.
	Conditions de couverture	Le dommage doit être survenu: • aux lieux d'assurance ou sur le terrain qui en fait partie; ou • en dehors du terrain d'exploitation et toucher des marchandises ou équipements et machines non installés ou les véhicules à moteur lui appartenant; et avoir été causé par un événement dommageable couvert.
2. Objet de l'assurance		L'assurance s'étend au chiffre d'affaires, soit:
	Entreprises commerciales	Produit résultant de la vente des marchandises dont il est fait commerce.
	Entreprises de services	Produit résultant des services fournis.
	Fabriques	Produit résultant de la vente des biens fabriqués.
3. Dépenses spéciales		Sont assurées en outre, jusqu'à concurrence de 10% du chiffre d'affaires assuré au minimum CHF 20'000.–, mais au maximum CHF 500'000.–, les dépenses spéciales, qui sont dues à l'événement dommageable, qui sont nécessaires pour maintenir l'exploitation à son niveau probable pendant la durée de l'interruption. Sont aussi incluses les peines conventionnelles résultant de l'exécution tardive de commandes ou de l'impossibilité de faire face à ses engagements par suite de l'interruption, pour autant que ces peines soient fondées contractuellement et qu'elles puissent être prouvées.
4. Dommages de répercussion		L'assurance s'étend également aux dommages d'interruption et aux frais supplémentaires qui surviennent dans l'exploitation assurée du fait que les exploitations de tiers sont atteintes dans les immeubles qu'elles utilisent ou sur le terrain qui en fait partie, par un événement dommageable couvert. L'indemnité maximale s'élève à CHF 200'000.–.
	Début	La garantie de la Vaudoise commence au moment où l'événement dommageable survient dans l'exploitation de tiers. En cas d'interruption de l'alimentation en énergie (courant électrique, eau, gaz, énergie thermique), la garantie commence une heure après la survenance de l'interruption de l'apport en énergie dans la propre exploitation.

<i>Exclusion</i>	<i>Les dommages de répercussion à la suite d'un événement naturel ou de troubles civils et actes de malveillance qui surviennent à l'étranger.</i>
5. Calcul du dommage	La Vaudoise remplace, dans les limites du chiffre d'affaires assuré: • la différence existant entre le chiffre d'affaires qui a été obtenu pendant la durée de la garantie et celui qu'on pouvait escompter s'il n'y avait pas eu d'interruption, diminué de la différence entre les frais présumés et ceux qui ont été effectivement engagés; • les dépenses faites en vue de restreindre le dommage. Sont considérées comme telles les frais que l'ayant droit a engagés du fait de mesures prises en vertu de son obligation de restreindre le dommage; • les dépenses spéciales, c'est-à-dire les frais supplémentaires engagés sans que l'on puisse démontrer que ces frais ont effectivement contribué à réduire l'importance du dommage pendant la durée de la garantie ou qui entraînent une réduction du dommage après l'expiration de la durée de garantie seulement (exemples: peines conventionnelles pour les ordres acceptés avant le sinistre et non exécutés tardivement à cause de celui-ci).
6. Circonstances particulières	Lors du calcul du dommage, il y a lieu de tenir compte des circonstances qui auraient influencé le chiffre d'affaires pendant la durée de la garantie même si l'exploitation n'avait pas été interrompue.
7. Durée de la garantie	La Vaudoise répond du dommage durant 24 mois à compter du jour du sinistre.
8. Evaluation du dommage	Le dommage est fixé à l'échéance de la durée de la garantie. D'un commun accord, il peut aussi être déterminé plus tôt.
9. Installations de traitement électronique des informations	Le preneur d'assurance est tenu de prendre toutes les mesures afin que les programmes et informations indispensables à la poursuite du traitement puissent être immédiatement reconstitués.
Copie de sécurité	Ces mesures s'appliquent en particulier aux doubles des données et programmes afin que ces derniers soient conservés de manière qu'ils ne puissent pas être endommagés avec les originaux.
Diligence	La non-observation de ces prescriptions peut conduire à une réduction de l'indemnité dans la mesure où la cause et l'importance du dommage en auront été influencées.
10. Cessation de l'activité	Si l'exploitation n'est pas reprise après le sinistre, la Vaudoise ne rembourse que les frais continuant effectivement à courir, dans la mesure où ils auraient été couverts par le chiffre d'affaires s'il n'y avait pas eu d'interruption. A cet effet et dans le cadre de la durée de la garantie, la durée d'interruption probable sera retenue.
11. Limitations	L'indemnité maximale suite à des dommages naturels survenus à l'étranger est limitée à CHF 20'000.-.
12. Exclusions	<i>La Vaudoise ne répond pas du dommage résultant:</i> • <i>de dommages corporels ainsi que de circonstances qui ne présentent aucun lien de causalité avec le dommage matériel;</i> • <i>de dispositions de droit public;</i> • <i>d'agrandissements des installations ou d'innovations qui ont été exécutées après l'événement dommageable;</i> • <i>d'un manque de capital dû au dommage matériel ou à l'interruption.</i>

B9 Frais résultant d'un dommage assuré

1. Principe

Pour l'ensemble des frais suivants, la couverture est accordée, par sinistre, jusqu'à concurrence de 10%, au minimum CHF 20'000.–, de la somme d'inventaire indiquée dans la police.

Ces frais sont accordés, en plus de la somme d'inventaire:

- aux lieux d'assurance;
- en circulation dans le monde entier, y compris dans des véhicules fermés à clé pour le risque vol.

2. Déblaiement

Les frais engagés pour le déblaiement des restes de choses assurées, leur transport, dépôt et élimination jusqu'à l'emplacement approprié le plus proche.

3. Reconstitution

Les frais de reconstitution des livres de commerce, documents, listes, microfilms, supports de données et similaires, des plans et dessins ainsi que des modèles, maquettes, échantillons et formes (par ex. collections de modèles, clichés, timbres) dans un délai de 5 ans à calculer dès le sinistre.

4. Changement de serrures

Les frais nécessaires au remplacement:

- des clés et des serrures aux lieux d'assurance;
- des clés de safes de banques loués par le preneur d'assurance, lorsque celles-ci ont été volées lors d'un vol avec effraction ou d'un détournement.

5. Fermeture et réparations provisoires, surveillance

Frais:

- engagés en vue d'empêcher l'accès aux choses assurées;
 - de réparations provisoires;
- permettant une poursuite sans retard de l'activité de l'entreprise.

6. Dégagement de propre conduite

Les frais engagés uniquement pour les conduites installées par le preneur d'assurance en tant que locataire.

7. Prestations de construction

Les frais engagés dans le domaine de la construction (par ex. terrassement, maçonnerie) et rendus nécessaires par la constatation ou par la réparation d'un dommage couvert atteignant une chose assurée.

8. Décontamination

La Vaudoise rembourse au preneur d'assurance les dépenses occasionnées par l'analyse, la décontamination, l'échange, l'élimination:

- de la terre (faune et flore comprises);
- de l'eau;

situées sur le terrain, propre ou loué, sur lequel s'est produit un événement dommageable couvert.

Conditions de couverture

Les prestations ne sont dues que si les dispositions de droit public:

- ont été édictées sur la base de lois et d'ordonnances entrées en vigueur avant la survenance du sinistre;
- ont été édictées dans un délai d'une année après la survenance du sinistre;
- ont été annoncées à la Vaudoise dans un délai de 3 mois après leur notification au preneur d'assurance, sans tenir compte du délai de recours;
- concernent un cas de contamination dont on peut prouver qu'il découle d'un sinistre couvert.

Frais annexes assurés

- Transport jusqu'à l'emplacement adéquat le plus proche et le dépôt ou la destruction à cet endroit de la terre ou de l'eau d'extinction contaminée;
- remise en état du terrain tel qu'il était avant la survenance du sinistre.

Aggravation

Si le sinistre aggrave une contamination du terrain déjà existante, le remboursement ne

B10 Prestations complémentaires		portera que sur les dépenses excédant celles de l'élimination de la contamination existante au moment du sinistre.
	Assurance subsidiaire	Le preneur d'assurance n'est dédommagé que si la compensation partielle ou totale de ses dépenses ne lui est pas garantie par un autre contrat d'assurance.
	Somme d'assurance	La somme assurée est une garantie unique pour l'ensemble des prestations payées au cours d'une année d'assurance.
	Limitation	Les coûts de ces dépenses ne sont pas considérés comme des frais de déblaiement.
	1. Principe	Pour l'ensemble des extensions suivantes, la couverture est accordée par sinistre jusqu'à concurrence de 10% de la somme d'inventaire indiquée dans la police. Ces extensions sont accordées, en plus de la somme d'inventaire: • aux lieux d'assurance; • en circulation dans le monde entier, y compris dans des véhicules fermés à clé à l'exception des choses se trouvant dans des baraques de chantier ou des constructions inachevées pour le risque vol.
	2. Assurance prévisionnelle	La protection d'assurance est étendue aux acquisitions nouvelles et aux augmentations de valeur de l'inventaire.
	3. Assurance externe	Cette extension est valable pour les choses assurées qui se trouvent ailleurs qu'aux lieux d'assurance.
	Durée	La couverture est accordée pour une période n'excédant pas 24 mois.
	Exclusions	• Les valeurs pécuniaires (sous réserve d'une éventuelle couverture selon l'art. B11 CGA «Détroussement»); • les montres; • les bijoux; • les fourrures; • les timbres-poste; • les antiquités; • les objets d'art.
	4. Effets du personnel	Les effets appartenant aux employés du preneur d'assurance, y compris les vélos et les cyclomoteurs.
	Numéraire	Le numéraire est assuré, uniquement dans un meuble fermé à clé, à raison de CHF 1'000.– pour le risque vol avec effraction.
	5. Effets des hôtes	Les effets des hôtes (y compris les bijoux) qui logent dans un hôtel ou dans un établissement similaire.
	Répartition	Si la somme assurée ne suffit pas à réparer intégralement le dommage, le preneur d'assurance répartira l'indemnité touchée de telle sorte que chaque hôte reçoive le même pourcentage de son dommage effectif évalué par la Vaudoise.
	Exclusion	Les valeurs pécuniaires.

6. Pertes sur débiteurs	La Vaudoise rembourse les pertes de recettes qui résultent, aux lieux d'assurance, du fait que les copies de factures ou les pièces justificatives servant à la facturation ont été endommagées à la suite d'un sinistre.
Calcul du dommage	Le dommage correspond à la différence entre les recettes qui, selon les revendications formulées contre les clients au moment du sinistre, ont été effectivement réalisées pendant les 6 mois qui suivirent le sinistre et celles qui auraient été réalisées pendant cette même période si le sinistre n'était pas survenu.
Limitation	L'indemnité est limitée, sur la base des revendications formulées contre les clients, aux recettes effectivement enregistrées pendant les mois correspondants de l'année précédente.
7. Fluctuations du prix courant	L'assurance s'étend à la différence que le preneur d'assurance doit supporter entre le prix d'acquisition effectif des marchandises et le prix courant de ces marchandises au jour du sinistre.
Limitation	Cette extension est limitée à la différence entre le prix courant au jour du sinistre et le prix d'acquisition effectif au premier jour ouvrable après le jour du sinistre et à partir duquel l'acquisition nouvelle est possible.
8. Automates et leur contenu	• Les appareils distributeurs d'argent ou de marchandises; • les machines à sous; • les jeux électriques/électroniques; • les juke-box.
Limitation	Pour les entreprises de restauration et d'hébergement, l'indemnité est limitée par sinistre à CHF 5'000.– dont CHF 1'000.– pour le numéraire.
9. Détérioration de produits congelés	Les dommages aux denrées consécutifs à la décongélation résultant d'une cause imprévue. Par produits congelés il faut entendre ceux qui sont conservés à au moins -18°C.
Somme d'assurance	L'indemnité est limitée à CHF 5'000.– par sinistre.
Exclusions	• Les dommages dus à l'incendie, au vol et aux dégâts d'eau; • les dommages aux produits réfrigérés.
1. Définition	• Le numéraire; • les papiers-valeurs (y compris les billets de loterie) et livrets d'épargne; • les chèques de voyage; • les monnaies et médailles; • les métaux précieux (comme provisions, en lingots ou marchandises); • les pierres précieuses et perles non serties; • les cartes de clients et cartes de crédit; • les cartes de téléphone, les cartes de prépaiement pour téléphones portables; • les titres de transport (abonnements inclus), les vignettes autoroutières, billets d'avion et vouchers; • les chèques et justificatifs de cartes de crédit valablement remplis et signés par des personnes autorisées.
2. Coffres-forts	La garantie est donnée uniquement lorsqu'ils sont fermés à clé et que les personnes responsables des clés les portent sur elles, les conservent soigneusement chez elles ou les ont enfermées dans un coffre de qualité égale, les mêmes dispositions s'appliquant à

B12 Troubles civils et actes de malveillance		la clé de ce dernier coffre. Ces dispositions sont applicables par analogie à la conservation du code pour les serrures à combinaison.
	3. Somme d'assurance Incendie, vol avec effraction et dégâts d'eaux	L'indemnité est limitée à CHF 5'000.– par sinistre aux lieux d'assurance ou à CHF 20'000.– si les valeurs pécuniaires sont enfermées dans un coffre-fort de plus de 100 kg ou dans un trésor emmuré.
	Détroussement	L'indemnité est limitée à CHF 20'000.– par sinistre dans le monde.
	1. Définition	Troubles intérieurs, tels qu'actes de violence dirigés contre des personnes ou des choses et perpétrés lors d'attroupements, de désordres ou de mouvements de rue, actes de pillage en relation directe avec des troubles intérieurs. Actes de malveillance, tels que détérioration ou destruction intentionnelle de choses assurées, dommages provoqués intentionnellement lors de grèves et de lock-out.
	2. Validité territoriale	• Suisse; • Principauté du Liechtenstein; • enclaves de Büsingen et de Campione.
	3. Limitation de la somme assurée	La somme assurée est une garantie unique pour l'ensemble des prestations payées au cours d'une année d'assurance.
	4. Franchise	Le preneur d'assurance supporte 10% de l'indemnité, minimum CHF 500.–, mais au maximum CHF 10'000.–.
	5. Exclusions	• Les objets volés en cas d'actes de malveillance; • les dommages aux choses transportées; • les dommages causés par les eaux de lacs artificiels; • les dommages causés suite à des actes de malveillance, par le personnel de l'entreprise ou des tiers occupés dans l'entreprise, dans la mesure où ces dommages n'ont pas de rapport avec une grève ou un lock-out.
B13 Ecoulement de masses en fusion	1. Dommages assurés	Détérioration de choses assurées par la chaleur provoquée par l'écoulement soudain, imprévisible et accidentel de masses en fusion.
	2. Franchise	Le preneur d'assurance supporte 10% de l'indemnité, minimum CHF 500.–, mais au maximum CHF 10'000.–.
	3. Exclusions	• Les dommages causés aux masses en fusion écoulées elles-mêmes ainsi que leur perte; • les frais de récupération des masses en fusion écoulées; • les frais de réparation de la cause du dommage ayant conduit à l'écoulement des masses en fusion; • les dommages aux objets et aux installations de montage, aux ouvrages et installations de construction ainsi qu'aux biens transportés.
B14 Collision de véhicules	1. Dommages assurés	Destruction ou détérioration de choses assurées suite à la collision de véhicules.
	2. Franchise	Le preneur d'assurance supporte 10% de l'indemnité, minimum CHF 500.–, mais au maximum CHF 10'000.–.

B15 Effondrement de bâtiments	3. Exclusions	Les dommages: • aux véhicules (chargement y compris) impliqués dans l'événement dommageable; • causés à des marchandises lors du chargement et du déchargement de celles-ci; • aux objets et installations de montage, aux ouvrages et installations de construction; • couverts par une assurance RC obligatoire.
	1. Dommages assurés	Destruction ou détérioration de choses assurées suite à l'effondrement de bâtiments.
	2. Franchise	Le preneur d'assurance supporte 10% de l'indemnité, minimum CHF 500.–, mais au maximum CHF 10'000.–.
B16 Exclusions générales	3. Exclusions	Les dommages: • résultant de l'entretien défectueux du bâtiment et du mauvais état du terrain à bâtir; • causés par des choses en construction ou en transformation; • aux objets et aux installations de montage, aux ouvrages et installations de construction de même qu'aux marchandises transportées; • causés par les eaux de lacs artificiels.
		Les choses qui sont assurées ou doivent être assurées auprès d'un Etablissement cantonal d'assurances. Pour les risques vol, dégâts des eaux et bris de glaces, les dommages consécutifs à l'incendie, à la fumée, à la foudre, aux explosions, aux implosions, aux événements naturels ou à la chute d'aéronefs sont exclus.
		Les dommages survenant lors: • d'événements de guerre; • de violations de neutralité; • de révolutions, de rébellions, de révoltes; et du fait des mesures prises pour y remédier; • de tremblements de terre; • d'éruptions volcaniques; à moins que le preneur d'assurance ne prouve que le sinistre n'est nullement en rapport avec ces événements. Les dommages: • dus à l'eau de lacs artificiels ou d'autres installations hydrauliques sans égard à la cause; • causés directement ou indirectement par le rayonnement nucléaire, une réaction nucléaire ou une contamination radioactive; à moins que le preneur d'assurance ne prouve que le sinistre n'est nullement en rapport avec ces événements.
B17 Prestations assurées	1. Principe	L'indemnité est limitée par la somme d'assurance de l'inventaire.
	2. Restriction pour les marchandises spéciales pour le risque vol avec effraction et détournement	L'indemnité est limitée à CHF 100'000.–. Sont considérées comme marchandises spéciales: • les articles de bijouterie; • les antiquités ou les objets d'art; • les tapis d'Orient ou autres tapis noués à la main; • les timbres-poste; • les multimédia, les moyens de communication; • les articles d'optique (verres, lentilles, montures, etc.); • les fourrures; • les articles en cuir; • les armes à feu; • les pierres précieuses et les perles serties et non serties; • les articles de photo, les caméras;

		• les articles de sport; • le matériel informatique et les logiciels; • les médailles et les monnaies; • les montres-bracelet et les montres de poche en tout genre; • les radios, les installations Hi-fi, les téléviseurs et appareils vidéo et/ou DVD, les cassettes vidéo et/ou DVD; • les vêtements et la confection d'habits; • l'alcool et les cigarettes.
	3. Frais et extensions	Le dommage est indemnisé jusqu'à concurrence de la somme assurée.
B18 Franchise	1. Principe	En l'absence d'autres dispositions contractuelles, l'assuré supporte la franchise convenue.
B19 Fixation de l'indemnité	1. Principe	L'indemnité est calculée sur la base de la valeur de remplacement des choses assurées au moment du sinistre, déduction faite de la valeur des restes. Une valeur d'amateur n'est pas prise en considération.
	2. Valeur de remplacement	• Pour les marchandises et les produits naturels, il s'agit du prix courant; • pour le mobilier, les objets usuels, les instruments de travail et les machines, il s'agit de la somme qu'exige l'acquisition, la fabrication ou la construction d'objets nouveaux (valeur à neuf). Pour les valeurs pécuniaires, les valeurs de remplacement sont les suivantes: • pour le numéraire, la valeur nominale; • pour les papiers-valeurs et les livrets d'épargne, les frais de la procédure d'annulation de papiers-valeurs et les éventuelles pertes d'intérêts et de dividendes. La procédure d'annulation de papiers-valeurs sert à établir qui est le propriétaire légal des papiers-valeurs (par ex. actions) perdus. Si la procédure n'aboutit pas à une déclaration de nullité, les papiers-valeurs et titres analogues non annulés sont remboursés; les papiers-valeurs peuvent aussi être remplacés en nature; • pour les chèques de voyage, la part du dommage restant à la charge du titulaire après le remboursement effectué par l'émetteur; • pour les monnaies, médailles, pierres précieuses et perles serties ou non et métaux précieux, le prix courant; • pour les cartes de clients et les cartes de crédit, la part du dommage dont répond le titulaire de la carte selon les conditions générales de l'établissement qui a émis celles-ci (institut de cartes de crédit, banque, poste, grand magasin, etc.); • pour les titres de transport, abonnements, billets d'avion et vouchers, la part du dommage restant à la charge du titulaire après le remboursement effectué par l'entreprise de transport ou de voyage; • pour les chèques et justificatifs de cartes de crédit valablement remplis et signés par des personnes autorisées, la valeur nominale, mais au maximum le montant prouvé du dommage.
	3. Dommage partiel	Les frais de réparations sont indemnisés, toutefois au maximum la valeur de remplacement.
	4. Frais	Sont également remboursés les frais en vue de restreindre le dommage.
B20 Sous-assurance	1. Principe	Si la somme assurée en valeur totale (VT) est inférieure à la valeur à neuf de l'inventaire établi le jour du sinistre, le dommage ne sera pris en charge que dans la proportion qui existe entre la somme d'assurance et la valeur de remplacement.
	2. Renonciation	Lorsque le montant du sinistre (CHF 50'000.– au maximum) est inférieur à 10% de la somme assurée, la Vaudoise renonce à faire valoir la sous-assurance.

C. Bureautique

C1 Choses et frais assurés	1. Installations utilisées exclusivement par le preneur d'assurance	• Installations électroniques du traitement des informations, également portables, y compris l'infrastructure, les supports d'informations intégrés et les systèmes d'exploitation; • installations de communications; • installations des techniques d'alarme, de sécurité, de gestion du temps; • installations de bureautique (par ex. photocopieurs, appareils à dicter, machines à écrire et à calculer électriques, lecteurs de microfilm, machines à adresser, à affranchir ou à mettre sous pli, caisses-enregistreuses); • enseignes lumineuses; • installations de techniques médicales dans un cabinet de médecin ou de dentiste.
	Validité territoriale	L'assurance est valable aux lieux de risques convenus.
	Somme d'assurance	L'indemnité est limitée à CHF 50'000.– par sinistre.
	2. Installations en circulation	L'assurance couvre les installations assurées en circulation en Suisse et dans la Principauté du Liechtenstein.
	Somme d'assurance	L'indemnité est limitée à CHF 5'000.– par sinistre.
	3. Supports d'informations	Les supports d'informations interchangeables, y compris les données qu'ils contiennent, sont assurés. Les pertes d'informations sont assurées lorsqu'elles résultent d'un dommage matériel atteignant l'installation ou les supports d'informations eux-mêmes.
	Exclusions	• Les pertes ou altérations d'informations dues à l'usure des supports d'informations, à une programmation, une saisie, une transcription ou une mise en place erronées; • les informations effacées ou éliminées par erreur; • tous les dommages consécutifs résultant de la perte ou de l'altération des informations; • les virus informatiques.
	Somme d'assurance	L'indemnité est limitée à CHF 5'000.– par sinistre.
	4. Frais supplémentaires	L'assurance couvre les frais supplémentaires occasionnés par la continuation de l'activité lorsque l'exploitation est interrompue temporairement, totalement ou partiellement, à la suite d'un dommage matériel.
	Exclusion	<i>Les frais engagés pour la reconstitution des supports d'informations dans leur état antérieur.</i>
C2 Risques assurés	Somme d'assurance	L'indemnité est limitée à CHF 5'000.– par sinistre.
	5. Frais de déblaiement et de sauvetage	Soit les frais engagés pour le déblaiement des restes de choses assurées, leur transport, dépôt et élimination jusqu'à l'emplacement approprié le plus proche.
	Somme d'assurance	L'indemnité est limitée à CHF 5'000.– par sinistre.
	1. Définition	Détérioration ou destruction survenant subitement et de façon imprévue.
	Événements assurés	• Erreur de manipulation, maladresse, négligence, malveillance et sabotage; • vol simple; • collision, heurt, renversement, chute ou enlèvement;

		• vices de construction, défauts de matière ou erreurs de fabrication; • court-circuit, surintensité ou surtension; • surcharge, emballement; • sous-pression; • manque d'eau, coups de bélier; • lubrification inappropriée ou insuffisante; • corps étrangers; • défaillance d'installations de mesure, de réglage ou de sécurité.
	2. Risques subsidiaires à l'obligation cantonale d'assurance et/ou autres modules du contrat	• Incendie, fumée, foudre; • explosions (y compris les dommages consécutifs aux mesures d'extinction et de sauvetage); • chute ou atterrissage forcé d'aéronefs et de véhicules spatiaux ou de parties qui s'en détachent; • hautes eaux, inondations, tempêtes; • grêle, avalanche, pression de la neige; • éboulement de rochers, chute de pierres, glissement ou affaissement de terrain; • vol par effraction, détournement; • dégâts des eaux.
	<i>Exclusion</i>	<i>Risques incendie et dommages naturels selon la définition des art. B2 et B3 du module inventaire, couverts par les établissements cantonaux d'assurance des cantons de Vaud et Nidwald (obligation d'assurance et monopole).</i>
C3 Prestations de la Vaudoise	1. Principe	Les sommes d'assurance au premier risque constituent la limite de l'indemnité.
	2. En cas de dommage total	Les frais d'acquisition d'une nouvelle installation équivalente (valeur à neuf).
	3. En cas de dommage partiel	Les frais de réparations, toutefois au maximum la valeur d'une nouvelle acquisition.
C4 Franchise	1. Principe	En l'absence d'autres dispositions contractuelles, l'assuré supporte la franchise convenue.
C5 Obligations du preneur d'assurance	1. Maintien en service	Si le maintien en service d'une chose assurée après un sinistre est contraire aux règles reconnues de la technique, le preneur d'assurance ne devra la remettre en service qu'après réparation définitive et après s'être assuré de son fonctionnement normal.
	2. Elimination des défauts	Les vices et défauts qui sont ou devaient être connus du preneur d'assurance, son représentant ou des personnes chargées de la direction, et qui pourraient provoquer un dommage, doivent être éliminés le plus rapidement possible, à ses propres frais.
	3. Réduction de l'indemnité	Si le preneur d'assurance, son représentant ou les personnes chargées de la direction, contrevient par faute à ses obligations quant: • au maintien en service; • à l'élimination de défauts; • aux prescriptions de sécurité; • à la législation; • aux recommandations du fabricant ou du vendeur; l'indemnité peut être réduite dans la mesure où la survenance ou l'importance du dommage en a été influencée.
C6 Exclusions	1. Objets	• Les appareils portatifs tels que les téléphones mobiles, les appareils vidéos et DVD, les caméras digitales, les agendas électroniques; • les plotter pour l'impression industrielle;

- installations et machines de production artisanale ou industrielle (exploitation).

2. Usure

Dommages qui sont la conséquence directe d'influences continues et prévisibles d'ordre mécanique, thermique, chimique ou électrique telles que:

- le vieillissement;
- l'usure;
- la corrosion;
- la décomposition.

3. Garantie

Dommages dont le fabricant ou le vendeur répond selon la loi ou un contrat.

4. Plus-value et moins-value

- Le coût des modifications, améliorations, révisions et travaux d'entretien effectués en même temps que la réparation;
- une moins-value éventuelle résultant de la réparation.

5. Événements spéciaux

Sont exclus les dommages survenant lors:

- d'événements de guerre;
- de violation de neutralité;
- de révolutions;
- de rébellions;
- de révoltes;
- de troubles intérieurs (actes de violence dirigés contre des personnes ou des choses et perpétrés lors d'attroupements, de désordres ou de mouvements de rue);
- de tremblements de terre;
- d'éruptions volcaniques;
- de modifications de la structure du noyau de l'atome;

et des mesures prises pour y remédier sauf si le preneur d'assurance prouve que le sinistre n'est nullement en rapport avec ces événements.

D. Transport

D1 Objets assurés	1. Définition	L'assurance couvre les marchandises du commerce du preneur d'assurance, conditionnées selon usage, pendant les transports: • effectués par lui-même, ses proches ou ses collaborateurs; • confiés à des transporteurs.	
	2. Somme d'assurance	La couverture est accordée, au premier risque, jusqu'à concurrence des sommes assurées convenues.	
	3. Effets personnels et professionnels Somme d'assurance	Ces effets sont assurés lorsqu'ils sont emportés pendant un déplacement professionnel. La couverture est accordée, au premier risque, jusqu'à concurrence de CHF 5'000.– dont, au maximum, CHF 2'000.– pour les effets personnels.	
D2 Risques assurés	1. Tous risques	La couverture comprend les risques de pertes et d'avaries.	
	2. Frais assurés	Dans la mesure où un dommage assuré est survenu ou qu'il est imminent: • les frais d'intervention du commissaire d'avaries; • les frais exposés pour prévenir ou atténuer un dommage.	
D3 Transport assuré	1. Moyens de transport et limites d'indemnisation	• Par colis postal sans accusé de réception CHF 2'000.– • par colis postal avec accusé de réception CHF 25'000.– • par camion, chemin de fer, avion (de tiers) CHF 50'000.– • par propre véhicule CHF 30'000.– • par entreprise de courrier rapide CHF 10'000.– • par déplacement professionnel pour effets personnels/professionnels CHF 5'000.– • par foire, exposition, marché CHF 10'000.– • par autre moyen de transport CHF 10'000.–	
	2. Commencement et fin	La couverture d'assurance prend effet lorsque la marchandise quitte son emplacement initial et prend fin à destination, avec le déchargement. La marchandise est également assurée pendant le transport qui précède ou qui suit directement le chargement/déchargement du moyen de transport.	
	3. Séjours en Suisse	Si les marchandises séjournent pendant la durée de l'assurance, cette dernière est limitée à 5 jours pour chaque séjour. Le temps qui s'écoule entre l'arrivée du moyen de transport apportant les marchandises et le départ du moyen de transport par lequel elles continuent le voyage est considéré comme séjour; le jour de l'arrivée et celui de départ sont comptés.	
	4. Expositions foires, marchés	Pendant les foires, expositions, marchés, les marchandises et le mobilier de stand sont assurés au maximum durant 15 jours par événement. <i>Sont exclus de la couverture, les objets ayant une valeur artistique ou d'amateur.</i>	
	1. Limitation	L'assurance est valable en Suisse ainsi que dans les pays limitrophes (Allemagne, Autriche, France, Italie, Principauté du Liechtenstein). Les lieux de départ et d'arrivée des transports doivent se situer dans les pays mentionnés ci-dessus. Les transports en provenance ou à destination des pays limitrophes ne sont assurés que pour autant qu'il s'agisse de transports directs, sans arrêt de plus de 60 minutes sur territoire étranger.	
D4 Validité territoriale			

D5 Définitions des valeurs

1. Valeur d'assurance

La valeur d'assurance est égale à la valeur des marchandises au lieu et à l'époque du commencement du voyage assuré, augmentée du fret, de la prime d'assurance et des autres frais jusqu'au lieu de destination. Pour les transports transfrontaliers, les droits de douane et les impôts de consommation sont également assurés.

2. Valeur de remplacement

La valeur de remplacement est celle que les marchandises auraient eue, au moment du sinistre, au lieu de destination. Il est admis, jusqu'à preuve du contraire, que la valeur de remplacement correspond à la valeur d'assurance.

3. Somme assurée

Les maxima définis dans le contrat forment la limite des indemnités pour toutes les pertes et avaries, même si ces dernières proviennent de différents événements. En revanche, TSM rembourse les frais, selon l'art. D2 des présentes conditions, même si le total des indemnités dépasse la somme assurée.

4. Double assurance

En cas de double assurance, le preneur d'assurance est tenu, dès qu'il en a connaissance, d'en aviser TSM par écrit. La garantie de TSM n'est, en cas de double assurance, engagée que subsidiairement. Par ailleurs, l'assurance transport est subsidiaire aux autres couvertures incluses dans la présente police.

D6 Clauses particulières

1. Marchandises neuves

TSM répond des frais de remise en état; elle doit se faire à l'endroit où, compte tenu des frais éventuels de transport, elle peut être exécutée convenablement avec le minimum de frais.

2. Marchandises usagées

TSM répond du dommage seulement dans la proportion qui existe entre la somme assurée et la valeur de remplacement d'un objet neuf semblable.

Moins-value

TSM ne répond pas de la moins-value après remise en état. Si le remplacement d'une pièce avariée est moins onéreux pour TSM que sa remise en état, ou si des pièces ont disparu, TSM rembourse la valeur des pièces à remplacer, ainsi que les frais de leur remplacement, sous déduction de la valeur éventuelle des pièces avariées.

3. Meubles usagés et effets personnels

En cas de perte partielle ou d'avarie, TSM rembourse:

- les frais de réparation, mais pas la moins-value éventuelle après réparation;
- la valeur d'assurance proportionnelle:
 - si des objets ou parties d'objets ont disparu;
 - ou
 - si la réparation entraînerait des frais plus élevés que la valeur d'assurance des objets ou des parties avariées;
 - ou
 - si des objets ou parties d'objets sont irréparables.

4. Objets ayant une valeur artistique ou d'amateur

La somme assurée convenue ne constitue pas une preuve de la valeur des objets assurés.

Preuve du dommage

En cas de dommage, il appartient à l'ayant droit de justifier cette valeur. Une expertise déterminera si et à quel prix l'objet peut être réparé ou restauré; le cas échéant, TSM peut exiger que la réparation ou la restauration soit effectuée.

Moins-value

Si les experts constatent que, malgré la réparation ou la restauration, l'objet reste affecté d'une moins-value, TSM répond non seulement des frais de remise en état, mais encore de la moins-value. Si TSM renonce à la réparation ou à la restauration, l'indemnité à sa charge sera calculée sur la base de la différence – à déterminer par des experts – entre la valeur de l'objet à l'état sain et sa valeur à l'état d'avarie.

Vente de l'objet	Si, avant la fin du voyage, un objet est vendu à un prix inférieur à la somme assurée, la garantie de TSM est limitée au prix de vente.
5. Animaux vivants	Seule la perte consécutive: • à la mort; • à l'abattage décrété officiellement; • à la disparition des animaux; est assurée, dans la mesure où cette perte est attribuable à: • un accident de la circulation; • une avalanche; • un glissement de terrain ou de neige; • un ouragan (vitesse du vent supérieure à 100 km à l'heure); • à la chute des animaux pendant le chargement, le transbordement ou le déchargement.
6. Supports de données	Seule la valeur marchande des supports de données (films, plans, CD, cassettes) est assurée. Les frais d'acquisition, resp. de reconstitution d'originaux, ainsi que les droits d'auteur et/ou droits de licence ne sont pas assurés.
7. Groupe homogène composé de pièces diverses	TSM ne rembourse également que les frais de réparation ou la valeur d'assurance proportionnelle des objets avariés ou manquants, alors même que ces objets font partie d'un tout ou d'un groupe composé de pièces diverses (service, assortiment, pendants, garniture, ouvrage en plusieurs volumes, etc.) et que les objets restants perdent de leur valeur du fait que le groupe est incomplet ou, après réparation des objets avariés, qu'il n'est plus uniforme.
8. Transports sous température dirigée	En dérogation partielle à l'exclusion visant les influences de la température, l'assurance couvre la détérioration des marchandises consécutive à l'influence de la température, pour autant que: • les marchandises soient en parfait état au commencement de l'assurance et que leur préparation, congélation ou réfrigération aient été effectuées dans les règles de l'art; • le preneur d'assurance ait pris toutes les mesures adéquates afin que les températures prescrites soient maintenues pendant toute la durée de l'assurance.
<i>Exclusion</i>	<i>La brûlure de congélation est exclue de la couverture.</i>
9. Transports par propres véhicules	Le preneur d'assurance prendra toutes les mesures utiles pour protéger la marchandise assurée.
Sécurités	Le véhicule doit être fermé à clé dans tous les cas (transports, arrêts et séjours). En cas d'arrêts ou de séjours, les fenêtres et toit ouvrant doivent être fermés.
A l'étranger (pays limitrophes)	Les mesures de sécurité suivantes seront prises: • le véhicule doit être sous surveillance permanente, c'est-à-dire que le chauffeur ou une personne accompagnante adulte doit se trouver constamment à bord du véhicule ou, à défaut; • le véhicule doit être équipé d'un système antivol en état de fonctionnement. Le système antivol doit répondre aux exigences minimales suivantes: • blocage de la direction, du démarreur et du système d'alimentation en carburant; • serrure de contact pour la mise en service du système de sécurité cachée; • crochet d'attelage de la remorque ou sellette pourvus d'une serrure de sécurité. Le système antivol doit être enclenché à chaque fois que le chauffeur ou la personne accompagnante adulte s'éloigne du véhicule. Toutes les portes doivent être fermées à clé.

D7 Calcul du dommage

		Le chauffeur doit porter toutes les clés sur lui. De plus, les marchandises doivent être disposées dans une cellule résistante. <i>(Les simples bâches sont exclues).</i>
10. Expositions, foires, marchés		La couverture s'entend contre la perte et l'avarie. Le stand sera occupé, en permanence par une personne adulte, à défaut la couverture vol est limitée au vol par effraction et/ou détournement.
Effraction		Vol commis par des personnes qui s'introduisent par effraction: • dans un bâtiment (sont assimilés aux bâtiments les conteneurs fixes, utilisés comme bureaux, habitations ou locaux de travail, au lieu d'assurance); • dans un de ses locaux; seul le contenu de ces locaux est assuré; • ou y fracturent un meuble; seul le contenu de ce meuble est assuré.
Preuve du dommage		Les dommages doivent être prouvés par des traces, par témoins ou d'une autre manière probante y compris lors de tentative de vol.
Détournement		Vol commis par actes ou menaces de violence contre le preneur d'assurance, ses employés et les membres de sa famille faisant ménage commun avec lui, de même que tout vol commis à la faveur d'une incapacité de résister consécutive à un décès, évanouissement ou un accident.
Exclusions		• Vol à la tire; • vol par ruse.
1. Principe		La moins-value doit être exprimée en pourcent de la valeur à l'état sain. Le montant du dommage est obtenu en appliquant ce pourcentage à la valeur de remplacement. Si un objet endommagé peut être réparé, les frais de réparation serviront de base au calcul du dommage. TSM peut exiger que la valeur des marchandises avariées soit déterminée par une vente aux enchères publiques. Si, par suite d'une avarie, les marchandises doivent être vendues en cours de route, le produit net de la vente appartient à l'ayant droit; la différence entre la valeur de remplacement et le produit net constitue le montant du dommage. TSM n'est pas tenue de prendre en charge les marchandises avariées. En cas de perte, le montant du dommage se calcule sur la valeur de remplacement dans la proportion existant entre la partie perdue et le tout.
2. Frais non remboursés		TSM ne rembourse pas le fret, les droits de douane et les impôts de consommation ni d'autres frais qui peuvent être économisés par suite du sinistre.
3. Prestations de tiers		L'indemnité que le preneur d'assurance a reçue de tiers vient en déduction des prestations de TSM; tout ou partie de l'indemnité d'un tiers sera cependant cédée au preneur d'assurance si les prestations de TSM n'ont pas suffi à couvrir intégralement le sinistre.
4. Demande de l'indemnité		Celui qui présente une demande d'indemnité doit prouver que les marchandises ont subi, pendant le voyage assuré, un dommage dont TSM répond.
Preuves		Tous les documents nécessaires (factures, titres de transport, procès-verbaux, rapports d'expertise, etc.) doivent être remis avec le décompte du dommage.

D8 Droits de recours	1. Principe	Si, sans le consentement de TSM, des tiers ont été dégagés de leur responsabilité, le droit à une indemnité tombe. TSM peut exiger que le preneur d'assurance fasse valoir ses droits de recours en son propre nom. TSM en supporte les frais. Elle est autorisée à désigner et à instruire l'avocat du preneur d'assurance. Le preneur d'assurance ne peut, sans le consentement de TSM, accepter une indemnité offerte par des tiers.
	2. Cession	Le preneur d'assurance cède à TSM tous les droits à une indemnité contre des tiers. Cette cession déploie ses effets dès que TSM a rempli ses obligations. Une déclaration de cession n'est pas nécessaire; TSM peut cependant exiger l'établissement d'un tel document.
D9 Franchise	1. Principe	Le preneur d'assurance supporte la franchise convenue.
D10 Exclusions	1. Dommages exclus	<i>Ne sont pas assurées les conséquences:</i> • du retard dans l'acheminement ou la livraison, quelle qu'en soit la cause; • des infractions aux prescriptions d'importation, d'exportation ou de transit, ainsi qu'à celles relatives au trafic de devises et à la douane; • des infractions aux prescriptions d'expédition au su du preneur d'assurance.
	2. Dommages consécutifs à des événements d'ordre politique ou social	<i>L'assurance ne couvre pas les conséquences d'événements d'ordre politique ou social, tels que:</i> • guerre et événements assimilables (par ex. occupation de territoires étrangers, incidents de frontière); • guerre civile, révolution, rébellion, grèves, troubles sociaux, actes terroristes; • explosions ou autres effets de mines, torpilles, bombes ou autres engins de guerre; • confiscation, réquisition, séquestration, enlèvement ou rétention par un gouvernement, une autorité ou une puissance; • actes de violence ou de malveillance.
	<i>Cause inconnue</i>	<i>L'assurance ne déploie pas ses effets lorsqu'il est vraisemblable qu'un dommage, dont la cause ne peut être établie, est consécutif à l'un de ces événements.</i>
	3. Risques exclus	<i>Ne sont pas assurés non plus les dommages attribuables:</i> • aux influences de la température; • au conditionnement des marchandises inapproprié au voyage assuré; • à un emballage inapproprié ou insuffisant; • à l'arrimage défectueux sur le moyen de transport ou dans le conteneur par le preneur d'assurance; • à l'usure normale; • à l'oubli et à l'égarement d'effets professionnels et personnels. <i>Ne sont en outre pas assurés:</i> • les dommages à l'emballage; • les prétentions de tiers pour les préjudices causés par les marchandises assurées; • les dommages dus à l'effet de l'énergie électrique elle-même, aux surtensions et à l'échauffement provoqué par une surcharge; • les dommages causés par l'énergie nucléaire; • les dommages qui ne touchent pas directement les marchandises elles-mêmes (par ex. pertes d'intérêts, différences de cours ou baisses de prix, pertes pour privation d'usage ou d'exploitation); • les dommages corporels; • les suppléments de fret de toute nature.

D11 Comportements fautifs	4. Objets émaillés ou laqués	A moins qu'il ne s'agisse de marchandises neuves, conditionnées en emballage original, les dommages suivants ne sont pas assurés: • éclats d'émail ou de laque; • égratignures; • éraflures; • frottements.
	5. Meubles et parties en bois	A moins qu'il ne s'agisse de marchandises neuves, conditionnées en emballage original, les dommages suivants ne sont pas assurés: • égratignures; • éraflures; • frottements; • bosselures; • craquelures; • décollements de toutes sortes.
	6. Absence de couverture	TSM est libérée de sa garantie lorsque, au su du preneur d'assurance: • les marchandises sont transportées par des véhicules ou des conteneurs non appropriés; • le moyen de transport a emprunté des voies de communication non appropriées ou fermées officiellement à la circulation.
	7. Marchandises et objets non assurés	Les marchandises suivantes ne sont pas assurées par cette police: • les papiers-valeurs et autres documents semblables; • les métaux précieux dont la valeur est au moins égale à celle de l'argent; • les pièces de monnaies courantes en métaux non précieux; • les articles de bijouterie et d'horlogerie; • les billets de banque; • les lots sortis au tirage; • les véhicules circulant sur leurs propres essieux; • les téléphones portables; • les marchandises en sous-traitance; • les marchandises mises en location par le preneur d'assurance; • les collections d'échantillons et d'assortiments.
	1. Fausse déclaration	Pas de couverture.
	2. Dol	Pas de couverture.
	3. Faute grave	TSM a le droit de réduire sa prestation proportionnellement au degré de la faute du preneur d'assurance.

E. Juridique

E1 Personnes assurées		Protection juridique d'entreprise Sont assurés, le preneur d'assurance (personne physique ou morale), ainsi que les personnes suivantes, concernant des cas d'assurance, dans l'exercice de leurs activités au service de l'entreprise assurée, et dans le cadre du champ d'activité désigné dans la police: • toutes les personnes liées à l'entreprise assurée par un contrat de travail; • toutes les personnes mises à disposition de l'entreprise assurée par une société de location de personnel; • les membres de la famille du preneur d'assurance qui travaillent dans l'entreprise assurée; • les ayants cause d'un assuré décédé, lorsque son décès est à l'origine d'un événement assuré ou lorsque le règlement d'un cas assuré n'est pas encore terminé.
E2 Validité territoriale		• l'assurance est valable pour les cas de dommages-intérêts et de droit pénal, pour autant qu'ils surviennent en Europe ou dans les Etats riverains de la Méditerranée et à condition que le for et le droit de l'un de ces Etats soient applicables; • pour les autres cas, l'assurance est valable, à condition que le for compétent soit en Suisse, dans un Etat de l'Union Européenne ou de l'AELE et que le droit de l'un de ces Etats soit applicable; • la Principauté du Liechtenstein est assimilée à la Suisse.
E3 Objet de l'assurance	1. Dommages-intérêts 2. Loi sur l'aide aux victimes d'infractions 3. Plainte pénale 4. Défense pénale 5. Droits réels 6. Droit des assurances sociales 7. Droit des autres assurances 8. Droit du travail 9. Contrats concernant les objets mobiliers de l'entreprise	Sont assurés les cas suivants (liste exhaustive): Les prétentions extra-contractuelles en dommages-intérêts pour des dommages matériels et corporels (blessures/décès) ainsi que pour des préjudices de fortune qui en résultent directement. Les prétentions en dommages-intérêts dans le cadre de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI). Le dépôt d'une plainte pénale, si cela est nécessaire pour la réclamation de prétentions extra-contractuelles en dommages-intérêts (à l'exclusion des atteintes à l'honneur). La sauvegarde des intérêts juridiques d'un assuré lors de procédures pénales ou pénales-administratives engagées contre lui du fait d'une inculpation pour violation par négligence de prescriptions légales. Les litiges résultant de la propriété, de la possession ou d'autres droits réels, concernant les objets mobiliers de l'entreprise assurée. Les litiges dans le domaine des assurances sociales, avec des institutions d'assurance, des caisses de pension et des caisses-maladie suisses. Les litiges résultant de contrats d'assurance avec des établissements d'assurances en Suisse. Les litiges du preneur d'assurance en sa qualité d'employeur, résultant d'un contrat de travail, pour autant que l'employé ne soit pas membre de la direction de l'entreprise ou que la valeur litigieuse totale ne dépasse pas CHF 150'000.–. Les litiges contractuels avec les vendeurs, les fournisseurs, les producteurs, les bailleurs (bail à loyer ou à ferme), les prêteurs, les donneurs de leasing ou les entrepreneurs, et concernant des objets mobiliers servant à l'entreprise assurée (<i>sont exclus les problèmes de software et les litiges concernant l'endommagement ou la perte de données</i>), pour autant que la valeur litigieuse totale ne dépasse pas CHF 150'000.–.

E4 Exclusions	10. Protection juridique du locataire ou du fermier	Sont assurés les biens-fonds mentionnés dans la police dans les domaines suivants (liste exhaustive): • les litiges du preneur d'assurance en tant que locataire ou fermier résultant d'un contrat de bail à loyer ou à ferme; • les litiges résultant d'un contrat d'entreprise, pour autant qu'ils ne soient pas en relation avec une construction ou une transformation nécessitant une autorisation officielle (même si une partie seulement des travaux nécessite une autorisation officielle), de même qu'en relation avec des actes préparatoires.
	11. Protection juridique du propriétaire de biens-fonds	La protection juridique mentionnée ci-après se limite exclusivement aux biens-fonds désignés dans la police, appartenant à l'entreprise assurée, et se rapporte aux domaines suivants (liste exhaustive): • les litiges de droit civil en matière de voisinage, avec des voisins directs, concernant: • le droit de vue; • l'entretien et l'implantation en limite d'arbres et de haies; • les immissions (bruits, fumées, odeurs); • les litiges en matière de permis de construire concernant des projets déposés par des voisins directs; • les litiges avec les assureurs; • les litiges concernant des servitudes actives ou passives, des charges, des limites de propriétés, ainsi que les prétentions en dommages-intérêts non contractuelles pour des dommages matériels concernant un bien-fonds assuré; • les litiges résultant d'un contrat d'entreprise, pour autant qu'ils ne soient pas en relation avec l'achat d'un bien-fonds ou en relation avec une construction ou une transformation nécessitant une autorisation officielle (même si une partie seulement des travaux nécessite une autorisation officielle), de même qu'en relation avec des actes préparatoires.
		<i>Ne sont pas assurés (ces exclusions sont prioritaires par rapport aux dispositions de l'art. E3):</i>
	1. Principe	<i>Tous les cas d'assurance non mentionnés à l'art. E3.</i>
	2. Prétentions cédées	<i>Les litiges concernant des prétentions ou des obligations qui, de par la loi ou par cession/reprise de dette, ont été transférées à un assuré.</i>
	3. Jeux, paris et opérations financières	<i>Les litiges résultant de jeux et de paris, d'achat et de vente de papiers-valeurs ainsi que de participations financières à des entreprises, à des contrats de time-sharing, de la gérance de fortune, d'opérations de bourse, d'opérations spéculatives ou à terme, d'autres opérations financières ou d'investissement, ainsi que les litiges qui s'y rapportent avec des intermédiaires ou des mandataires éventuels.</i>
	4. Défense contre des prétentions en dommages-intérêts	<i>La défense contre des prétentions en dommages-intérêts non contractuelles formulées par des tiers.</i>
	5. Catastrophes	<i>Les cas en relation avec des:</i> • événements de guerre; • violations de neutralité; • révolutions, rébellions, révoltes; • grèves ou des lock-out; • modifications de la structure du noyau atomique; • dommages génétiques résultant de rayonnements radioactifs; • accidents de l'industrie chimique; • modifications génétiques des aliments, des plantes et des animaux.
	6. Personnes assurées entre elles	<i>Les cas contre un autre assuré par le présent contrat (cette exclusion ne s'applique pas au preneur d'assurance lui-même).</i>

	7. Véhicules à moteur	<i>Les cas en qualité de propriétaire, possesseur, détenteur, conducteur, emprunteur, locataire, preneur de leasing, acheteur ou vendeur de véhicules à moteur (cyclomoteurs exceptés), de même que d'aéronefs et de bateaux devant être obligatoirement immatriculés.</i>
	8. Rixes	<i>Les cas résultant de la participation à des rixes ou des bagarres.</i>
	9. Droit des sociétés	<i>Les cas en relation avec le droit des sociétés, des associations et des fondations (y compris la société simple, ainsi que les prétentions en responsabilité formulées contre les organes d'une société) de même que les différends entre les membres d'une propriété par étage, resp. au sein d'association de propriétaires par étage.</i>
	10. Propriété intellectuelle	<i>Les cas dans le domaine de la propriété intellectuelle (par ex. droit des brevets, droits d'auteur, droits sur les designs et modèles, droit des marques, etc.) du droit sur la concurrence et les cartels.</i>
	11. Droit fiscal, droit des étrangers	<i>Les cas résultant du droit fiscal et des contributions publiques, du droit sur la planification et les expropriations, du droit sur l'établissement et le séjour des étrangers (police des étrangers), ainsi que du droit sur la police du commerce.</i>
	12. Bailleur d'immeuble/ placeur de personnels	<i>Les litiges résultant d'une activité professionnelle de bailleur d'immeuble ou bien-fonds ou de l'activité professionnelle de placeur de personnel.</i>
	13. Risque entrepreneur	<i>Lors de litiges avec des partenaires commerciaux ou des clients, y compris les collectivités publiques, relatifs à tout contrat en rapport avec l'activité de l'entreprise.</i>
	14. Recouvrement des créances	<i>La protection juridique en relation avec l'encaissement de prétentions non contestées.</i>
	15. Droit des poursuites et des faillites	<i>Les cas résultant du droit des poursuites et des faillites (restent assurées les mesures d'encaissement résultant de cas assurés selon l'art. E10).</i>
	16. Envers Orion	<i>Les litiges avec Orion, ses organes ou les mandataires chargés de la défense des intérêts de l'assuré.</i>
E5 Personnes assurées	Protection juridique en matière de circulation	
	Sont assurés: • le preneur d'assurance en qualité de propriétaire, détenteur, conducteur des véhicules automobiles assurés de même que comme piéton, cycliste ou en tant que passager de tout véhicule ou de moyens de transport public; • tout conducteur (locataire excepté) autorisé à utiliser les véhicules automobiles assurés lors de courses effectuées avec ceux-ci; • tout passager transporté dans un véhicule automobile assuré conduit par une personne autorisée; • toutes les personnes liées à l'entreprise assurée par un contrat de travail ou mises à disposition par un contrat de location de personnel, dans le cadre de leurs activités usuelles pour l'entreprise assurée, en tant que piétons, cyclistes, cyclomotoristes ou passagers de tout véhicule ou de moyens de transport public; • les ayants cause d'un assuré décédé (personne physique) lorsque son décès est à l'origine d'un événement assuré ou lorsque le règlement d'un cas assuré n'est pas encore terminé.	

E6 Véhicules assurés	1. Véhicules du preneur d'assurance ou du personnel	Sont considérés comme véhicules assurés, les véhicules mentionnés dans la police par le numéro de leurs plaques de contrôle. Si un véhicule assuré est inapte à l'emploi, l'assurance s'étend automatiquement au véhicule de remplacement.
E7 Validité territoriale		L'assurance est valable pour les cas où le for compétent se trouve en Europe ou dans les Etats riverains de la Méditerranée et pour autant que le droit de ces territoires soit applicable. La Principauté du Liechtenstein est assimilée à la Suisse.
E8 Objet de l'assurance		Orion prend en charge la sauvegarde des intérêts juridiques d'un assuré en qualité de participant à la circulation ainsi que de propriétaire ou détenteur d'un véhicule automobile assuré (liste exhaustive):
	1. Dommages-intérêts	Les prétentions extra-contractuelles en dommages-intérêts pour des dommages matériels et corporels (blessures/décès) ainsi que pour des préjudices de fortune qui en résultent directement.
	2. Plainte pénale	Le dépôt d'une plainte pénale, si cela est nécessaire pour la réclamation de prétentions extra-contractuelles en dommages-intérêts (à l'exclusion des délits contre l'honneur).
	3. Défense pénale	La défense lors de procédures pénales ou pénales-administratives engagées contre un assuré, à la suite d'un accident de la circulation ou en cas d'infraction aux règles de la circulation.
	4. Retrait du permis et taxation	Les procédures devant les autorités administratives suisses concernant le retrait du permis de conduire ou de circulation, ou la taxation cantonale des véhicules.
	5. Droits réels	Les litiges résultant de la propriété, de la possession ou d'autres droits réels concernant les véhicules automobiles assurés.
	6. Droit des assurances sociales	Les litiges dans le domaine des assurances sociales avec des institutions d'assurance, des caisses de pension et des caisses-maladie suisses.
	7. Droit des autres assurances	Les litiges en matière de droit des assurances avec des institutions d'assurance en Suisse.
E9 Exclusions		Ne sont pas assurés (ces exclusions sont prioritaires par rapport aux dispositions de l'art. E8):
	1. Principe	Les cas non mentionnés à l'art. E8.
	2. Prétentions cédées	Les cas résultant de prétentions et obligations, qui en vertu de la loi ou par cession/reprise de dette, ont été transférées à l'assuré.
	3. Catastrophes	Les cas en relation avec des: • événements de guerre; • violations de neutralité; • révolutions, rébellions, révoltes; • grèves ou des lock-out;

	• modifications de la structure du noyau atomique; • dommages génétiques résultant de rayonnements radioactifs; • accidents de l'industrie chimique; • modifications génétiques des aliments, des plantes et des animaux.
	4. Défense contre des prétentions en dommages-intérêts La défense contre des prétentions en dommages-intérêts non contractuelles formulées par des tiers.
	5. Personnes assurées entre elles Les cas contre une autre personne assurée par le présent contrat (cette exclusion ne s'applique pas au preneur d'assurance lui-même).
	6. Infractions graves au code de la route Les cas résultant d'une inculpation pour dépassement de la vitesse maximale autorisée de 30 km/h ou plus, pour inaptitude à conduire sous l'effet de l'alcool (0,8‰ ou plus), d'un médicament ou d'une drogue ainsi que pour refus de se soumettre à une analyse de sang.
	7. En cas de récidive La récidive d'un cas résultant d'une inculpation pour conduite en état d'ébriété, même si le taux d'alcoolémie est inférieur à 0,8 ‰.
	8. Conduite sans autorisation Les litiges dans lesquels le conducteur, lors de la survenance du cas d'assurance, n'était pas en possession d'un permis de conduire valable ou n'était pas autorisé à conduire le véhicule, ou lorsqu'il conduisait un véhicule qui n'était pas muni de plaques de contrôle valables (la garantie est cependant accordée à l'assuré qui n'en avait pas ou ne pouvait pas en avoir connaissance).
	9. Procédures de permis de conduire Les procédures visant à l'obtention ou à la conversion d'un permis de conduire, de même que pour la récupération d'un permis retiré par une décision passée en force de chose jugée.
	10. Activité lucrative indépendante Comme acheteur, vendeur, donneur de leasing de véhicules, lorsque l'assuré exerce cette activité à titre professionnel.
	11. Rixes Les litiges résultant de la participation à des rixes ou bagarres.
	12. Concours et courses Les cas résultant de la participation active à des concours ou à des courses de véhicules à moteur, y compris lors des entraînements.
	13. Aéronefs et véhicules nautiques Les litiges en tant que propriétaire, détenteur ou conducteur d'aéronefs, ainsi que les litiges contractuels en relation avec des véhicules nautiques.
	14. Envers Orion Les litiges avec Orion, ses organes ou les mandataires chargés de la défense des intérêts de l'assuré.
	15. Stationnement interdit Les cas concernant des dénonciations pour inobservation des règles de circulation applicables aux véhicules en stationnement (arrêt ou stationnement interdit, etc.).
	Dispositions communes
E10 Prestations assurées	1. Orion prend en charge Dans les cas assurés, Orion accorde, jusqu'à concurrence des sommes assurées prévues à l'art. E14, les prestations suivantes: • la gestion du cas par Orion;

		• les frais de l'avocat mandaté avec l'accord d'Orion, les frais d'assistance en cas de procès ou ceux d'un médiateur; • les frais d'expertises ordonnées par un tribunal, par Orion ou par les avocats mandatés par Orion; • les émoluments de justice et autres frais de procédure mis à la charge de l'assuré; • les indemnités de procédure allouées à la partie adverse et mise à la charge de l'assuré; • les frais de recouvrement des indemnités résultant d'un cas couvert et allouées à l'assuré, jusqu'à l'obtention d'un acte de défaut de biens provisoire ou définitif, l'ouverture d'une procédure concordataire ou une commination de faillite; • l'avance de cautions pénales pour éviter le placement de l'assuré en détention préventive. Celles-ci doivent être remboursées à Orion.
	2. Ne sont pas assurés	• Les amendes; • les frais en relation avec les analyses de sang en rapport avec l'alcool ou les drogues, ordonnées par les autorités pénales ou administratives dans les affaires liées à la circulation routière, de même que les examens médicaux ou psychologiques, ainsi que des mesures d'éducation routière; • les dommages-intérêts; • les frais de procédure résultant de décisions pénales non contestées ou passées en force de chose jugée au moment de l'annonce du cas d'assurance (mandat de répression, ordonnance pénale, prononcé d'amende, etc.) et des décisions prises par les autorités administratives (avertissement, retrait du permis de conduire, etc.). Une procédure de recours engagée à titre préventif pour l'évaluation des chances de succès ne tient pas lieu de contestation; • les frais dont la prise en charge incombe à un tiers ou qui vont à la charge d'un responsable ou à celle d'un assureur RC; • les frais relatifs à des actions en revendication et en contestation de l'état de collocation; • les frais de traduction et de déplacement.
E11 Réduction des prestations		Orion renonce expressément au droit qui lui est conféré par la loi de réduire ses prestations en cas de sinistre causé par une faute grave.
E12 Délai de carence	1. Principe	L'assurance est valable pour les cas d'assurance qui surviennent pendant la durée du contrat, mais au plus tôt 3 mois après le début du contrat.
	2. Exception	Ce délai de carence n'est pas applicable: • pour les cas en matière de dommages-intérêts suite à des accidents; • lors de procédures concernant le retrait du permis; • en protection juridique en matière pénale; • en cas de couverture similaire auprès d'un assureur précédent lors d'un transfert sans interruption.
E13 Valeur litigieuse maximale	1. Principe	Il n'est prévu aucune valeur litigieuse maximale.
	2. Exception	En matière de contrats concernant les objets mobiliers de l'entreprise ou en droit du travail ne seront pris en charge que les frais qui correspondent à une valeur litigieuse ne dépassant pas CHF 150'000.-. La valeur litigieuse déterminante correspond à l'ensemble des créances (y compris des actions reconventionnelles) et non d'éventuelles demandes portant sur une partie de la créance.
E14 Somme d'assurance	1. Principe	La somme d'assurance se monte à CHF 250'000.- par cas d'assurance.
	2. Exception	Par cas, les prestations maximales suivantes sont assurées: • pour les cas d'assurance en tant que locataire (bail à loyer ou à ferme), ou propriétaire de biens-fonds: CHF 50'000.-;

E15 Franchise		• pour les autres cas d'assurance avec un for en dehors de Suisse ou de la Principauté du Liechtenstein: CHF 100'000.-; • pour les cautions pénales: CHF 100'000.-. Lorsque, par convention particulière, une franchise a été convenue, celle-ci est due pour tout cas d'assurance couvert.
E16 Réalisation du sinistre	1. En cas de réclamation de dommages-intérêts 2. En droit pénal 3. En droit des assurances sociales et des autres assurances 4. Dans tous les autres cas	Au moment où le dommage a été causé. Au moment où une infraction aux dispositions pénales a été effectivement ou prétendument commise. Au moment où survient l'événement (par ex. accident, maladie) qui déclenche le droit aux prestations (par ex. indemnités journalières, rente) auprès de l'assurance. Au moment où la violation de prescriptions légales ou d'obligations contractuelles a été effectivement ou prétendument commise, mais au plus tard lorsque l'assuré peut raisonnablement déceler que des différends juridiques pourraient survenir.
E17 Obligations		Lorsque se réalise un cas d'assurance pour lequel un assuré entend solliciter les services d'Orion, il doit l'en aviser immédiatement et par écrit. Si l'assuré mandate un avocat, resp. un représentant juridique ou un médiateur avant la déclaration du cas à Orion, les coûts survenus avant la déclaration du cas ne sont assurés que jusqu'à concurrence de CHF 300.-. Toutes les pièces en rapport avec le cas, telles que procès-verbaux d'amende, citations à comparaître, jugements, échanges de lettres, etc. doivent être communiquées immédiatement à Orion. Si l'assuré ne fournit pas l'intégralité des pièces demandées, Orion le sommera de s'exécuter dans un délai raisonnable sous peine de déchéance de ses droits.
E18 Règlement du sinistre		Orion détermine la marche à suivre conformément aux intérêts de l'assuré. Elle conduit, le cas échéant, les pourparlers en vue d'un règlement amiable du cas et propose dans les cas appropriés une médiation. La décision de recourir à un avocat ou à un médiateur est du ressort d'Orion. Orion accorde à l'assuré le libre choix de l'avocat, lorsqu'un tel représentant doit être mandaté en vue d'une action judiciaire civile ou administrative, ainsi qu'en cas de conflit d'intérêts. En cas de changement de mandataire par l'assuré, celui-ci devra prendre en charge les frais supplémentaires qui en résulteraient. Orion se réserve le droit de refuser l'avocat proposé par l'assuré. Celui-ci est alors en droit de proposer 3 avocats établis dans la circonscription judiciaire compétente et d'études différentes, et parmi lesquels Orion choisira le mandataire chargé du cas. Le refus d'un avocat ne doit pas être justifié. L'assuré s'engage à fournir à Orion et, le cas échéant, à l'avocat mandaté, les renseignements et les procurations nécessaires. Il autorise l'avocat à tenir Orion au courant du déroulement de la procédure et en particulier à mettre à sa disposition les pièces lui permettant de se prononcer sur les chances de succès d'un procès. L'assuré ne peut conclure des transactions comportant des obligations pour Orion qu'avec l'accord de cette dernière. Les indemnités judiciaires et dépens alloués à l'assuré (judiciairement ou extrajudiciairement) reviennent à Orion jusqu'à concurrence des prestations fournies.

E19 Divergences d'opinion

S'il existe des divergences d'opinion concernant la marche à suivre dans un sinistre couvert ou concernant les chances de succès du cas d'assurance, Orion oriente immédiatement l'assuré en motivant sa position juridique et informe l'assuré de la possibilité qui lui est conférée de mettre en place dans les 20 jours une procédure arbitrale. S'il ne demande pas la procédure arbitrale pendant ce délai, il est réputé y avoir renoncé. A compter de la réception de la notification, l'assuré devra prendre lui-même toutes les mesures nécessaires pour la défense de ses intérêts. Orion ne sera pas responsable des conséquences résultant de mauvaises mesures prises par l'assuré, en particulier pour des dépassements de délai. Les frais de cette procédure arbitrale doivent être payés par avance par les parties à raison de moitié et seront à la charge de la partie qui succombe. Si l'une des parties ne verse pas l'avance de frais, elle est réputée reconnaître la prise de position de l'autre partie.

Les 2 parties choisissent d'un commun accord un arbitre unique. La procédure se limitera à un unique échange d'écriture comprenant les demandes fondées des parties et leurs moyens de preuves. L'arbitre statuera et basera sa décision sur ces données. Pour le surplus, les dispositions du code de procédure civile (CPC) sont applicables.

Indépendamment de la mise en place d'une procédure d'arbitrage, l'assuré peut entreprendre, à ses frais, les démarches qu'il juge utile. Si le résultat obtenu par l'assuré est, sur le fond, plus favorable que la prévision faite par Orion ou que l'issue de la procédure arbitrale, Orion rembourse à la personne assurée, dans le cadre des présentes conditions d'assurances, tous les frais de procédure comme si celle-ci avait été approuvée par elle.

F. Généralités

F1 Entrée en vigueur du contrat		L'assurance prend effet à la date indiquée dans la police.
	F2 Durée du contrat	
	1. Durée	Le contrat est conclu pour la durée convenue.
	2. Renouvellement tacite	A la fin de cette durée, il se renouvelle tacitement d'année en année s'il n'est pas résilié, par lettre, au moins 3 mois avant chaque expiration.
F3 Primes	1. Paiement	La prime est fixée par année d'assurance et payable d'avance, au plus tard à la date fixée dans le contrat.
	2. Sommation	Si le preneur d'assurance n'a pas payé la prime dans les 4 semaines, il sera sommé par écrit et à ses frais d'effectuer le paiement dans les 14 jours après l'envoi de la sommation, laquelle rappellera les conséquences du retard.
	Suspension de la couverture	Si la sommation reste sans effet, la garantie est suspendue dès l'expiration du délai de sommation et jusqu'à paiement complet des primes arriérées avec les intérêts et les frais.
	3. Frais	Des frais de sommation et de réquisition de poursuite sont facturés à raison de CHF 50.–, resp. CHF 100.– au maximum.
	4. Remboursement	Si le contrat est annulé avant l'échéance contractuelle pour un motif prévu par la loi ou le contrat, la prime convenue ne sera due qu'au prorata du temps écoulé au moment de l'annulation.
	Exception	L'intégralité de la prime est toutefois due dans les éventualités suivantes: • le preneur d'assurance résilie le contrat d'assurance à la suite d'un dommage dans l'année (365 jours) qui suit la conclusion du contrat; • le contrat devient nul et non avenue à la suite de la disparition du risque, la Vaudoise ayant été amenée à verser des prestations.
	5. Adaptation par la Vaudoise	En cas de modification: • des primes; • du régime des franchises; • des limites d'indemnités pour la couverture des événements naturels, la Vaudoise peut demander l'adaptation du contrat à partir de la prochaine période d'assurance.
	Modalités	La Vaudoise doit communiquer les nouvelles dispositions contractuelles au preneur d'assurance, au plus tard 25 jours avant l'expiration de l'année d'assurance.
	Droit de résiliation	Le preneur d'assurance est habilité à résilier le contrat pour la fin de la période d'assurance en cours. Dans ce cas, le contrat cesse dans sa totalité à la fin de la période d'assurance. Pour être valable, la résiliation doit parvenir à la Vaudoise au plus tard le dernier jour de la période d'assurance.
	Acceptation	Le preneur qui ne résilie pas le contrat est réputé en accepter l'adaptation.
F4 Déclaration annuelle	1. Eléments déterminants	Le calcul des primes est déterminé selon les éléments suivants, mentionnés dans la police: • genre de l'entreprise; • montant des salaires annuels AVS;

- montant du chiffre d'affaires annuel;
- valeur totale de l'inventaire du commerce (marchandises, installations et agencement);
- nombre de lieux d'assurance.

2. Annonce

Chaque année, sauf si le contrat est en vigueur depuis moins de 12 mois, le preneur d'assurance est invité par la Vaudoise à déclarer les chiffres définitifs, lesquels doivent correspondre à l'exercice écoulé.

Formule

A cet effet, la Vaudoise remet au preneur d'assurance un formulaire de déclaration.

Retour

Le preneur d'assurance s'engage à retourner ladite formule dans le délai imparti.

Vérification

La Vaudoise est autorisée à vérifier les indications fournies par le preneur d'assurance, qui doit, à cet effet, lui accorder un droit de regard sur tous les documents déterminants.

3. Décompte

La Vaudoise établit le décompte une fois les éléments en sa possession. La prime ou le remboursement est calculé pour la période d'assurance concernée.

Prime complémentaire

Le preneur d'assurance s'engage à payer la prime complémentaire dans le délai imparti. La Vaudoise renonce à encaisser cette prime lorsqu'elle est inférieure à CHF 50.-. Les dispositions relatives au paiement de la prime sont applicables.

4. Remboursement

La Vaudoise rembourse le montant en faveur du preneur d'assurance.

5. Modification du contrat

Sur la base des chiffres déclarés, la Vaudoise modifie le contrat pour la prochaine période d'assurance, sauf si une modification du contrat a eu lieu dans l'année en cours.

6. Taxation d'office

En cas d'absence de déclaration, la Vaudoise procède à une taxation d'office. Le complément se monte à 30% de la prime payée pour l'année écoulée.

Décompte

Un décompte est établi et la prime complémentaire perçue. Les dispositions relatives au paiement des primes sont applicables.

7. Particularités

La déclaration annuelle n'empêche pas une éventuelle sous-assurance ou une insuffisance de couverture.

F5 Rabais de combinaison

1. Principe

Le droit au rabais est accordé dès la conclusion de 2 modules au minimum.

2. Taux

Le taux de rabais varie en fonction du nombre de modules conclu. Il est indiqué dans la police.

3. Suppression/ Réduction

En cas de suppression d'un ou de plusieurs modules, le taux de rabais est réduit ou supprimé immédiatement.

F6 Obligations contractuelles

1. Modification du risque

Toute modification d'un fait important pour l'appréciation du risque et dont les parties ont déterminé l'étendue lors de la conclusion du contrat, doit être annoncée immédiatement et par écrit à la Vaudoise.

	Aggravation	La Vaudoise peut exiger, pour le reste de la durée contractuelle, une augmentation de prime correspondante ou, dans les 14 jours après la réception de l'avis, résilier le contrat moyennant un délai de 4 semaines. Le même droit de résiliation appartient au preneur d'assurance si les parties ne peuvent s'entendre sur l'augmentation de prime. Dans tous les cas, la Vaudoise a droit à l'augmentation correspondant au tarif, à partir du moment de l'aggravation du risque et jusqu'à l'expiration du contrat.
	Diminution	En cas de diminution du risque, la Vaudoise réduit la prime en conséquence dès réception de la notification écrite du preneur d'assurance.
	2. Violation	Si: • la diligence à observer; • des prescriptions contractuelles ou légales; • l'obligation d'annoncer une aggravation de risque; • d'autres obligations; sont violées par faute, l'indemnité peut être réduite dans la mesure où la cause du sinistre ou l'importance du dommage en a été influencée.
	F7 Changement de propriétaire	
	1. Annulation	Si les choses assurées changent de propriétaire, le contrat s'éteint à la date de mutation.
	2. Prime	La prime est due au prorata jusqu'à la date de mutation.
F8 Obligations en cas de sinistres	1. Principe	L'assuré doit: • aviser immédiatement la Vaudoise; • justifier ses prétentions; • permettre de faire toute enquête utile; • faire tout son possible pour conserver les choses assurées et pour restreindre le dommage.
	2. En cas de responsabilité civile	La Vaudoise doit être avisée: • si des prétentions en dommages-intérêts sont dirigées contre une personne assurée; • lorsqu'à la suite d'un sinistre, la personne assurée fait l'objet d'une contravention ou d'une poursuite pénale; • lorsque le lésé fait valoir ses droits par voie judiciaire.
	3. En cas de vol	L'assuré doit: • aviser immédiatement la police; • ne pas faire disparaître ou modifier les traces du délit sans le consentement de la police.
	4. En cas de pertes d'exploitation	L'assuré doit: • annoncer à la Vaudoise la reprise totale de l'exploitation, pour autant qu'elle s'effectue au cours de la durée de la garantie; • permettre à la Vaudoise et aux experts de faire toute enquête sur la cause, l'importance et les circonstances du sinistre, ainsi que sur l'étendue de l'obligation d'indemniser. A cet effet, il doit sur demande de la Vaudoise mettre à disposition les livres de commerce, inventaires, bilans, tous les livres auxiliaires, statistiques et autres pièces se rapportant à l'exercice précédant la conclusion du contrat et ceux se rapportant à l'exercice en cours et aux 3 exercices précédents, ainsi que les contrats d'assurance contre l'incendie et les décomptes relatifs à l'indemnisation résultant de ces contrats.
	5. En cas de transport	Les mesures suivantes doivent être prises: • les dommages apparents doivent faire l'objet de réserves écrites envers le transporteur avant la prise de livraison; • les dommages non apparents extérieurement et ceux qui sont présumés doivent faire

F9 Règlement des sinistres		l'objet de réserves juridiquement valables dans les délais légaux et contractuels, soit d'une semaine dès la prise en charge des marchandises par le réceptionnaire; • le transporteur doit être convoqué à la constatation contradictoire du dommage; • si le dommage s'est produit au cours d'un transport par poste ou chemin de fer, il y a lieu d'exiger un procès-verbal de l'entreprise de transport.
	1. Principe	Le règlement des sinistres s'effectuera de la manière suivante: • modules «Responsabilité», «Inventaire» et «Bureautique» par la Vaudoise; • module «Transport» par TSM; • module «Juridique» par Orion.
	Règlement par la Vaudoise	L'indemnité est payable 30 jours après le moment où la Vaudoise a reçu les renseignements lui permettant de fixer le montant du dommage. L'obligation de paiement sera différée aussi longtemps qu'une faute d'un assuré empêche de fixer ou de payer l'indemnité. L'indemnité n'est notamment pas due aussi longtemps que la personne assurée fait l'objet d'une enquête de police ou d'une instruction pénale en raison du sinistre et que la procédure n'est pas terminée.
	Représentation	La Vaudoise conduit les pourparlers avec le lésé. Elle a qualité de représentante des assurés et sa liquidation des réclamations du lésé lie les assurés.
	Versement	La Vaudoise est en droit de verser l'indemnité directement au lésé, sans en déduire une éventuelle franchise. Dans ce cas, l'assuré est tenu de rembourser la franchise en renonçant à toute opposition.
	Obligations	L'assuré doit seconder la Vaudoise dans son enquête sur les faits et s'abstenir de toute prise de position personnelle sur les réclamations du lésé. L'assuré n'est notamment pas autorisé à reconnaître des réclamations en dommages-intérêts ou à indemniser le lésé.
	Procès	Lorsqu'un procès s'engage, l'assuré doit abandonner la direction du procès civil à la Vaudoise. Celle-ci en supporte les frais. Si le juge alloue des dépens à l'assuré, ceux-ci appartiennent à la Vaudoise dans la mesure où ils ne sont pas destinés à couvrir les frais personnels de l'assuré.
F10 Résiliation en cas de sinistre	1. Par le preneur d'assurance	Après chaque sinistre pour lequel une indemnité est due, il peut résilier le contrat au plus tard 14 jours après qu'il a eu connaissance du paiement de celle-ci. La garantie cesse 14 jours après que la Vaudoise a reçu la résiliation. Les dispositions concernant le remboursement de la prime prévues à l'art. F3 sont applicables.
	2. Par la Vaudoise	Après chaque sinistre pour lequel une indemnité est due, elle peut résilier le contrat au plus tard lors du paiement de l'indemnité. Le contrat expire 14 jours après réception de la résiliation par le preneur d'assurance.
F11 Prescription	1. Principe	Les créances qui dérivent du contrat se prescrivent par 2 ans: • à dater du fait d'où naît l'obligation; • dès la conclusion d'une transaction extrajudiciaire ou judiciaire; • dès l'entrée en force d'un jugement; • après prise de conscience par l'assuré de son besoin de protection juridique.

	Déchéance	Les demandes d'indemnités qui ont été rejetées et qui n'ont pas fait l'objet d'une action en justice dans les 2 ans qui suivent le sinistre sont frappées d'inexigibilité.
F12 Juridiction compétente	1. Modules «Responsabilité» et «Inventaire» et «Bureautique»	Le preneur d'assurance peut intenter toute action contre la Vaudoise: • à son domicile juridique en Suisse; • au siège de la Vaudoise à Lausanne; • au lieu de la chose assurée, s'il se trouve en Suisse.
	2. Modules «Transport» et «Juridique»	Contre TSM, l'action doit être dirigée à son siège à La Chaux-de-Fonds. Orion: le siège social ou le domicile de l'assuré en Suisse ou dans la Principauté du Liechtenstein. S'il n'a pas de domicile en Suisse ou dans la Principauté du Liechtenstein, le for compétent est à Bâle.
F13 Sanctions économiques, commerciales et financières	1. Principe	La couverture d'assurance n'est pas accordée dans la mesure et aussi longtemps que des sanctions économiques, commerciales ou financières légales applicables s'opposent à fournir la prestation contractuelle.
F14 Communica-tions	1. Principe	Les assurés doivent adresser les avis et communications auxquels les oblige le présent contrat: • soit à l'agence mentionnée dans la police; • soit au siège de la Vaudoise.
F15 Droit applicable	1. Principe	En complément des présentes dispositions, la Loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA) est applicable.
	2. Exception	Pour le module Transport, les articles suivants de la LCA ne sont pas applicables: • 2 - propositions spéciales; • 3, 3a) - violation du devoir d'information; • 8 chiffres 3 et 4 - maintien du contrat malgré la réticence; • 14 al. 2 à 4 - sinistre causé par faute; • 20 - sommation obligatoire/conséquences de la demeure; • 21 - rapport de droit après la demeure; • 28 à 32 - réticence commise de mauvaise foi, obligation d'indemniser, aggravation du risque par le fait du preneur d'assurance, conventions spéciales réservées, aggravation du risque sans le fait du preneur d'assurance, aggravation du risque dans l'assurance collective, maintien du contrat malgré l'aggravation; • 38 - déclarations obligatoires en cas de sinistres; • 46 - prescription et déchéance; • 47 - renouvellement tacite du contrat; • 49 - valeur d'assurance; • 50 - diminution de la valeur d'assurance; • 64 al.1 à 4 - autres assurances/valeur de remplacement; • 72 al. 3 - recours de l'assureur.

